

LE RÉGIME ADMINISTRATIF DU ROUSSILLON

Depuis le Traité des Pyrénées (1659)

Jusqu'à la Révolution



THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée par M. Georges STIVIL

Professeur à l'Ecole Supérieure de Prades



PERPIGNAN

IMP. DE « L'INDÉPENDANT », 4, RUE DE LA PRÉFECTURE

1927



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE RÉGIME ADMINISTRATIF
DU ROUSSILLON

A mon cher ami
Monsieur Léon CASTEL

Maire de Lézignan
Conseiller Général
Député de l'Aude

LE RÉGIME ADMINISTRATIF DU ROUSSILLON

Depuis le Traité des Pyrénées (1659)

Jusqu'à la Révolution



THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée par M. Georges STIVIL

Professeur à l'Ecole Supérieure de Prades



PERPIGNAN

IMP. DE « L'INDÉPENDANT », 4, RUE DE LA PRÉFECTURE

—
1927

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALÉRY, doyen honoraire, professeur de Droit commercial.
MOYE, Doyen, professeur de Droit International public.
MORIN, assesseur, professeur de Droit civil.
BECQUÉ, professeur de Droit civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.
ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie politique.
BOSC, professeur de Procédure Civile.
VIALLETON, professeur de Droit civil.
VIARD, professeur d'Histoire du Droit.
GUENOUN, professeur de Droit romain.
GABOLDE, professeur de Droit criminel.
DIJOL, chargé de cours de Législation Industrielle,
TEILLARD, chargé de cours d'Economie politique approfondie.
MAGNAN DE BORNIER, chargé de cours de Droit Constitutionnel.
COURTIN, chargé de cours d'Economie politique.
VIGIÉ, doyen honoraire.
LABORDE, professeur honoraire.
DUBOIS, secrétaire.
ROCHETTE, secrétaire honoraire.



MEMBRES DU JURY

MM. GUENOUN, *président*.
DE NESMES-DESMARETS, } *Assesseurs.*
VIARD, }

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

APERÇU HISTORIQUE SUR LE ROUSSILLON JUSQU'AU TRAITÉ DES PYRÉNÉES 1659

I. LES ORIGINES

Les pays composant le Roussillon étaient habités d'abord par des peuples de race celtique. Ils furent conquis par les Romains 120 ans avant J.-C. et cédés aux Wisigoths en 462. Ils subirent l'invasion des Sarrasins qui les gouvernèrent jusqu'en 759, date à laquelle ils furent réunis à la France. Charlemagne organisa la contrée, d'abord en la peuplant, ensuite en établissant des Comtés et des Evêchés dans toutes les villes où il y avait eu des sièges épiscopaux : les deux plus importants furent, le comté de Perpignan et l'évêché d'Elne.

Au commencement du X^e siècle, les comtés de la Marche d'Espagne devinrent héréditaires. Le Roussillon actuel se partagea entre la maison de Barcelone et celle du Roussillon. A la mort des comtes de Besalú et de Cerdagne qui appartenaient à la première, leurs domaines revinrent à la maison de Barcelone. Celle du Roussillon ne garda qu'une petite partie du département actuel des Pyrénées-Orientales, plus le comté d'Ampurias. Cette maison se divisa en 2 branches au XI^e siècle : la branche aînée eut l'Ampurias et la cadette, le Roussillon, dont le dernier comte Girard II, institua comme héritier, le roi d'Aragon Alphonse II en 1172. Celui-ci donna en apanage à son frère, le Roussillon et la Cerdagne, qui, unis aux Baléares, formèrent le royaume de Majorque. Après diverses vicissitudes, notamment l'occupation du Roussillon et de la Cerdagne par Louis XI en 1462, les 2 comtés furent rendus à l'Espagne en 1493. Par le traité des Pyrénées en 1659, le comté du Roussillon avec quelques villages de Cerdagne fut définitivement cédé à la France.

II. ADMINISTRATION SOMMAIRE DU ROUSSILLON ET DE LA CATALOGNE JUSQU'EN 1659

Lorsque au X^e siècle, les comtés de Barcelone devinrent héréditaires, ils prirent l'initiative de convoquer dans le lieu de leur résidence, une Assemblée composée des « évêques, des Prélats, des Magnats, des Barons de leurs états » qui, sous le nom de Curia, Cort ou Parlement avait une part à la législation et au gouvernement du pays.

Une de ces Assemblées promulgua une sorte de Code national appelé les « usages de Barcelone » en 174 articles.

Les comtes de Barcelone étaient pénétrés de l'idée que les peuples ne doivent payer que les impôts consentis par eux.

Aussi regardaient-ils les Assemblées comme indispensables à leur gouvernement. En 1118, Béranger Raymond à peine établi dans le comté de Cerdagne, convoque l'évêque d'Elne, les Magnats et les Chevaliers du pays, pour faire, de concert avec eux, des ordonnances de police et de finances.

Peu à peu la Cort des Comtes de Barcelone devint unique et générale pour tous les Etats. Plus tard, on appela dans cette Assemblée, des députés des villes. On croit que leurs syndics assistèrent pour la première fois aux Cortès de Tarragone en 1218.

Dès lors, ces Assemblées se trouvèrent composées de 3 bras ou Etats : 1^o le bras ecclésiastique, qui comprenait les Evêques, les Abbés, les Commandeurs de Malte qui devaient siéger en personne; les Chapitres, et les Ordres religieux y étaient représentés par des députés. Ce bras avait comme président, l'Archevêque de Tarragone. 2^o le Bras militaire, composé de Magnats, Barons seigneurs de terre ayant justice, qui assistaient en personne; les Chevaliers et les gentilshommes y envoyaient, pour chaque viguerie, un député auquel ils assuraient une indemnité. Le président était le duc de Cardone. — 3^o le Bras royal, formé par les syndics envoyés par les 34 villes, sous la présidence du syndic de Barcelone.

Ces Cortès furent d'abord tenues tous les ans, au moins chaque fois qu'on le jugeait nécessaire. En 1301, elles deviennent triennales; dans la suite, on les réunit à des intervalles plus éloignés.

Elles étaient convoquées par le Roi qui ouvrait lui-même la session.

Dans ces Assemblées, on réglait toutes les affaires relatives au bon ordre de l'Etat, à la tranquillité et à la félicité publiques.

La loi était faite sur la proposition du Roi, adoptée par la majorité de chacun des 3 Etats et approuvée par le Roi. Elle s'appelait Constitution des Cortès.

Dans l'intervalle des sessions, les Rois faisaient des lois provisoires, connues sous le nom de Pragmatiques; elles devenaient définitives lorsqu'elles avaient été exécutées pendant un long intervalle sans aucune réclamation des Etats.

Les impôts consistaient dans les droits perçus à l'entrée ou à la sortie de la province sur les céréales, l'huile, le vin, le bois, la laine, les draps, les matières d'or ou d'argent, les pierres précieuses. Ils ne pouvaient être établis que par les Cortès. Ils étaient perçus par les soins d'une sorte de Commission intermédiaire choisie dans le sein des Cortès, et appelée « Diputacion ». Elle se composait de 6 députés, deux de chaque Bras et d'un avocat. Trois d'entre eux étaient particulièrement chargés de l'administration. Les trois autres, appelés auditeurs, devaient recevoir les comptes de la Députation qui sortait.

Cette institution paraît avoir toujours fonctionné depuis sa création : mais elle ne reçut une organisation complète et définitive que par les actes des Cortès tenues de 1413 à 1455.

L'époque de l'élection de ses membres fut fixée au commencement de juillet pour entrer en exercice le 1^{er} août suivant. Ils étaient élus par les six membres sortants de la Députation, en présence de 6 autres députés, pris 2 dans chaque bras. Ils restaient 3 ans en charge et ne pouvaient être réélus que 6 ans après leur sortie.

Les appointements des députés, administrateurs étaient de 16 sols par jour en 1435. Les auditeurs étaient payés à raison de 3.000 sols par an; l'avocat en touchait 2.000.

Attribution de la Députation : Elle était chargée de régler toutes les affaires administratives de la province; de faire percevoir les impôts votés par les Cortès; de juger, avec l'avocat, toutes les matières contentieuses en matière d'impôt et surtout de veiller à ce que le Gouvernement fit observer les Constitutions des Cortès et n'enfreignît en aucune manière les privilèges de la province, des villes et des particuliers. Elle était chargée aussi de faire verser dans le Trésor

royal le subside accordé au Roi par les Cortès pour subvenir aux besoins généraux de l'Etat.

Le Roussillon et la Cerdagne ayant été unis à la Catalogne en 1344 commencèrent seulement alors, à avoir des députés aux Cortès de cette province. Perpignan, Salses, Argelès, Collioure, Le Boulou, Thuir, Prats-de-Mollo, Villefranche, étaient les seules villes royales de Roussillon, et partant, les seules qui eussent le droit d'envoyer leurs syndics aux Cortès.

Les Rois d'Aragon confièrent le gouvernement de la Catalogne à un Capitaine Général qui avait sous ses ordres 2 Lieutenants, dont l'un administrait la Principauté de Barcelone et l'autre les Comtés du Roussillon et de la Cerdagne. On les appelait les Portants-Veus. Ils avaient au-dessous d'eux, 4 officiers appelés Viguiers, qui étaient placés à la tête des 4 Vigueries de la province.

Le Portant-Veus constituait le véritable chef du Roussillon; il avait toutes les prérogatives de la souveraineté : pouvoirs militaires et judiciaires et c'était lui qui présidait la Royale Audience de Barcelone (Audiencia Real), Tribunal suprême qui pouvait évoquer devant lui toutes les grandes affaires.

Comme on le voit dans ce court exposé, le Roussillon avait déjà connu dès le XIV^e siècle, un certain nombre de franchises et les députés aux Cortès semblent un essai très réel de représentation populaire.

Les Rois de la monarchie absolue auront à tenir compte de cet état de choses, qui tendra à se généraliser et à se développer à la veille de la Révolution, par l'institution des Assemblées provinciales, dont nous aurons à parler à la fin de ce travail.

PREMIÈRE PARTIE

Le régime administratif
sous la Monarchie absolue

CHAPITRE I

CE QU'ÉTAIT LE ROUSSILLON EN 1659 APRÈS LE TRAITÉ DES PYRÉNÉES

L'Intendance du Roussillon fut créée en 1660. Elle ne comprenait d'abord que la seule province qui porte ce nom. Un édit d'avril 1716 y rattacha le pays de Foix qui faisait partie de l'intendance d'Auch. Les deux pays communiquaient difficilement, étant donné l'altitude et le climat, par le col de Puymorens à 1.900 mètres.

On divisait le Roussillon en 3 Vigueries.

1° Celle du Roussillon proprement dit à laquelle fut joint le Vallespir ⁽¹⁾;

2° Celle du Conflent ⁽²⁾ et du Capcir ⁽³⁾;

3° Celle de Cerdagne ⁽⁴⁾ et de la vallée de Carol.

Le pays de Foix comprenait la subdélégation de Foix, celle de Pamiers et le pays de Donnezan.

Ces divers noms sont ceux d'anciens « pagi » gallo-romains qui furent transformés en vigueries (vicariatus), à l'époque des Wisigoths. Pendant le Moyen Age, la division en vigueries se confond avec celle des comtés et vicomtés, portant aussi des noms de pagi.

Remarque au sujet de la Cerdagne. — Suivant le traité des Pyrénées, toute la Cerdagne devait revenir à la France. Mais, en réalité, il ne fut question que de la partie qui est en amont de Puigcerda, à l'exception de la vallée de Carol qui devait rester à l'Espagne. D'autre part, la ville assez importante de Livia était comprise dans la portion qui était dévolue à la France. Or, la vallée

(1) Haute vallée du Tech.

(2) Haute vallée de la Tet.

(3) Haute vallée de l'Aude.

(4) Haute vallée de la Sègre et de son affluent le Carol.

de Carol était nécessaire à notre pays pour les communications avec le pays de Foix. On l'échangea ⁽¹⁾ contre Llivia qui devint ainsi une enclave espagnole en territoire français avec un chemin neutre qui la réunissait à Puigcerda ⁽²⁾.

Population. — Ces divers pays ont une population totale de 186.793 habitants d'après un dénombrement de 1767. Dans le Roussillon proprement dit, elle est répartie de la manière suivante :

Viguerie du Roussillon et Vallespir.....	70.417
— Conflent et Capcir.....	24.421
— Cerdagne et vallée de Carol....	7.809
— Pays de Foix.....	81,146 ⁽³⁾

Dans l'étude qui va suivre nous nous occuperons exclusivement du Roussillon proprement dit et de ses 3 vigueries. Le pays de Foix dont les vicissitudes avant sa réunion à la couronne par Henri IV, ont été nombreuses, est resté un pays d'Etats comme le Languedoc. Le rôle de l'intendant y a été presque insignifiant. Il s'est borné à y envoyer son ordonnance pour les impositions de l'année suivante.

(1) Convention de Llivia 12 novembre 1660.

(2) A vrai dire, la démarcation entre la Cerdagne française et la Cerdagne espagnole est restée assez incertaine jusqu'en 1860 où une Commission internationale l'a déterminée définitivement.

(3) Ce dénombrement est sujet à caution; il résulte sans doute, de chiffres fournis approximativement par les Viguers. Un second, qui date de 1774, donne des résultats tout à fait différents : par exemple un écart de 2.000 habitants pour la seule ville de Perpignan.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION PROVINCIALE

LES INTENDANTS.

Le Roussillon fut transformé en intendance conformément aux règles de l'administration de la France monarchique en 1660. Louis XIV, au traité des Pyrénées, avait juré de maintenir les usages, franchises et privilèges dont jouissait la province sous les rois d'Espagne et d'Aragon. En fait on ne conserva en Roussillon que les institutions qui ne gênaient pas l'absolutisme royal et les tendances centralisatrices de l'ancienne monarchie. Ainsi s'expliquent par exemple, l'existence d'un Conseil souverain, d'une Chambre des Domaines, d'un tribunal de la Capitainerie générale, d'une Université, institutions dont nous reparlerons plus loin.

Mais au point de vue administratif et fiscal, l'autorité royale était souveraine. Elle avait pour organe, comme dans les autres provinces françaises, un Intendant de justice, police, finances et fortifications qui s'était surtout attaché à diminuer les libertés locales. Il nommait, pour l'assister ou le suppléer pendant son absence, un subdélégué.

LES VIGUIERS.

Le Roussillon, nous l'avons vu au début de ce travail, comprenait 3 subdivisions administratives appelées *vigueries* : 1^o celle du Roussillon proprement dit et du Vallespir ; 2^o celle du Conflent et Capcir ; 3^o la viguerie de Cerdagne.

Elles étaient ainsi appelées, parce qu'elles avaient à leur tête un *viguiér*. Primitivement, les viguiers étaient des agents de l'ordre judiciaire, qui présidaient les tribunaux où se jugeaient les causes intéressant les nobles ou ceux qui jouissaient du privilège de noblesse. Ils étaient aussi officiers d'épée. En effet, la situation de la province entre deux nations longtemps ennemies, la France et l'Espagne,

auxquelles elle avait été nécessairement unie d'intérêt, avait obligé les habitants à se constituer en une sorte de confédération. En temps de trouble ou de guerre, ils devaient prendre les armes et se mettre à la disposition des viguiers, qui devenaient ainsi des sortes de commandants militaires.

Ces fonctions judiciaires et militaires, conféraient aux viguiers une autorité et un crédit tout particuliers. Aussi les intendants s'adressaient d'abord à eux, comme à des officiers qui étaient, « pour état, plus à portée qu'aucun autre de transmettre les commandements aux communautés, de les faire exécuter et d'en rendre compte ». En un mot, ils devinrent les agents d'exécution et les auxiliaires immédiats des intendants qui s'appliquèrent à accroître encore les pouvoirs que les viguiers possédaient originairement.

Ainsi, ils ont été successivement chargés, en sous-ordres, de presque tout ce qui a été confié supérieurement à l'intendant dans la province; l'examen et la vérification des comptes des communautés, les répartitions des impositions, l'arrêté des rôles, les visites dans les bois, l'instruction souveraine des contestations qui intéressent le Roi ou les corps, « enfin les renseignements sur tous les objets de service ». Ils ont à peu de chose près les mêmes pouvoirs que les subdélégués de l'intendance; mais, avec cette différence, que les subdélégués sont nommés par les intendants qui les choisissent à leur gré, les conservent ou les destituent suivant leur activité ou leur indolence; tandis que les viguiers, quoique subordonnés à l'intendant, tiennent leur commission du Roi et, pour cette circonstance, ils semblent avoir des droits indépendants de son autorité.

En fait, ces viguiers n'ont pas toujours répondu aux espérances qu'on avait mises en eux. D'abord, c'est souvent la protection et la faveur qui décident de leur nomination; ensuite, l'intendant qui serait le mieux placé pour donner son avis, n'est pas toujours consulté; enfin, dans beaucoup de cas, le Roi nomme les candidats qui lui sont présentés par le gouverneur de la province, qui tient beaucoup plus compte de la naissance que des talents.

Aussi on peut citer le cas de Antoine d'Oms de Tamarit, qui, pendant plus de 30 ans viguier de Roussillon, fit constamment remplir ces fonctions, soit paresse, soit incapacité, par un sous-viguier appelé Ferrer.

D'autre part, la charge était peu rétribuée. Les appointements payés par la province étaient les suivants :

Viguiers de Roussillon.....	1.100 livres
— de Conflent.....	900 »
— de Cerdagne.....	600 »

Parfois, tel viguier comme M. de Montbel de Champeron, dans le Conflent, n'a jamais résidé dans la province. Il se faisait suppléer par un régent payé 300 livres, sans perdre pour cela le bénéfice des 900 livres attaché à sa fonction.

Toutes ces raisons, choix défectueux, traitements médiocres, indépendance relative, expliquent le peu de secours que les intendants ont rencontré chez les viguiers. Il n'est pas étonnant d'entendre M. de Poeydavant, subdélégué à l'intendance du Roussillon, se plaindre amèrement de leur négligence ou de leur inertie. « Les renseignements que l'intendant est dans le cas de prendre, l'exécution des ordres qu'il expédie journellement éprouvent des longueurs qu'il pourrait prévenir si les coopérateurs de son administration (les viguiers) lui étaient attachés par l'intérêt, le plus fort sans doute de tous les liens; mais en Roussillon, il est presque forcé de se contenter des raisons bonnes ou mauvaises qu'on emploie pour justifier l'inaction ou les manquements » (1).

On pourrait tout au moins pallier ces inconvénients si l'on était plus rigide dans le choix des viguiers, si l'on cessait de regarder ces places comme purement honorifiques et dévolues à la naissance ou à la protection, si au contraire on les accordait de préférence à ceux qui par leur zèle, leurs talents et leur probité, seraient en état de les remplir avec distinction.

LES BAYLES. — Avant la conquête du Roussillon, les bayles ou battles, étaient des officiers municipaux; le seigneur, roi ou baron les nommait sur la présentation des habitants; leurs fonctions duraient 3 ans.

Après 1659, ils ont, dans les bailliages, une autorité semblable à celle des viguiers dans les vigueries. Ils sont les représentants de l'administration dans les communes. Ils restent en place indéfiniment

(1) Poeydavant ouv. cité p. 353.

et sont créés sans consulter la population. Ils deviennent des sortes de commissaires de police dans les centres urbains, et de gardes-champêtres dans les campagnes.

Dans certaines villes, dites royales, ils sont nommés par le roi. Ces villes étaient au nombre de huit : Perpignan, Collioure, Montlouis, Prades, Prats-de-Mollo, Thuir, Villefranche et Vinça.

Dans les petits lieux « dont Sa Majesté a conservé la haute-justice » la Chambre du Domaine les désigne. Ces petits lieux étaient en Roussillon : Montbolo, Corsavy, Coustouges, la Selve, le Vegueriu ;

En Conflent : Corneilla, Puyvalador, Serdinya et Joncet ; en Cerdagne : Carol.

Dans le reste des communautés, c'est-à-dire le plus grand nombre, ce sont les seigneurs qui les établissent et les destituent à volonté. Ainsi ce sont à proprement parler les officiers du seigneur territorial ; ils sont chargés d'exécuter les ordres relatifs au service ; ils doivent veiller au maintien du bon ordre et de la paix publique et rendre compte de tout ce qui pourrait les troubler ; enfin, en l'absence des viguiers, ils président aux assemblées des corps d'habitants.

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION COMMUNALE LE RÉGIME MUNICIPAL

Au point de vue municipal, le Roussillon a joui, dès une époque très reculée, de franchises particulières et d'un régime spécial.

A l'origine, les communes ou communautés d'habitants étaient représentées par un Conseil général, dont les décisions engageaient solidairement tous les membres. Dans certaines circonstances, des Conseils spéciaux étaient nommés avec des pouvoirs et un mandat déterminés. Ils comprenaient en général 12 membres et à cause de cela on les appelait douzaines (*dotzenas*). Ainsi, en temps de peste, on créait la « *dotzena de morbo* » ; en temps de guerre, « *la dotzena de guerra* » ; s'il fallait opérer des réformes, on en chargeait « *la dotzena de remey* ».

Ces Conseils se recrutaient soit par eux-mêmes, soit par tirage au sort, soit par nomination du seigneur. Ils représentaient une forme d'administration vraiment originale et particulière au pays.

Les consulats sont plus récents que les Conseils. Leur institution apparaît en général au XIII^e siècle, se développe au XIV^e et se généralise au XVI^e.

Les consuls étaient des agents d'exécution et d'administration « qui régissaient les communes sous l'inspection des viguiers du département et l'autorité supérieure de l'intendant ».

Ils étaient nommés par le Roi ou par le seigneur, ou bien tirés au sort parmi les habitants de la commune. Ce dernier mode de désignation, était pratiqué dans 22 villes ou villages ⁽¹⁾.

(1) Perpignan, Argelès, Arles, Angoustrine, Baixas, Canet, Carol, Céret, Collioure, Dorres, Estagel, Llo, Millas, Osséja, Prades, Prats-de-Mollo, Rivesaltes, Rodès, Saillagouse, Thuir, Villefranche et Vinça.

Il y a dans C. 1526 et C. 1529 un « Etat contenant la dénomination des officiers municipaux et la manière de procéder à leur élection » datant de 1765 et très intéressant pour l'histoire des communes.

Ces officiers municipaux eurent d'abord des pouvoirs exorbitants qui leur avaient été accordés par les Rois d'Espagne et d'Aragon, entre autres, celui de disposer librement et selon leur fantaisie des revenus de la communauté. Voilà pourquoi on les soumit, par la suite, à « l'inspection des viguiers ».

Vers 1693, ils furent remplacés par des maires. L'intervention de l'intendant dans les affaires communales eut pour effet de lui donner plus de pouvoir dans les élections consulaires et la formation des Conseils des villes; d'introduire dans ces divers objets une « uniformité désirable » et de connaître de toutes les contestations concernant l'administration des revenus des municipalités.

Toutes ces prérogatives ont été exercées par le ministère des viguiers. Vers 1754 ils étaient devenus maîtres de tout, même des délibérations. Un édit d'août 1768 mit complètement les municipalités dans les mains des intendants :

« Tout ce qui a rapport aux revenus et autres dépenses des villes et communautés est soumis à leur autorité, seuls ils connaissent des contestations sur la reddition des comptes et sur les poursuites à faire contre les receveurs; les communautés ne peuvent intenter ou soutenir des procès sans leur permission; enfin, toutes les contestations relatives aux nominations des consuls et autres officiers municipaux sont portées directement devant eux, et, par eux, décidées sommairement » (1).

Ainsi donc, à la fin du XVIII^e siècle, le principe de la centralisation administrative cher à l'ancienne monarchie a triomphé dans le régime des municipalités comme dans celui de la province.

ELECTIONS CONSULAIRES. — La constitution municipale du Roussillon présente une originalité incontestable et de curieuses particularités. Si nous examinons, par exemple, celle de Perpignan, nous voyons¹ que tous les habitants y sont compris dans 3 classes distinctes connues sous la dénomination vulgaire de bras majeur, bras moyen et bras mineur.

Il est des places affectées à chacun de ces états... La nomination consulaire se fait par extraction annuelle. Il y a à l'hôtel de ville des bourses dans lesquelles sont enfermées (insaculadas) des boules où

(1) Mémoire de M. Poeydavant déjà cité p. 362.

sont inscrites les personnes propres à concourir aux charges. Il faut qu'elles aient les qualités requises par les règlements, qu'elles aient été acceptées par le gouverneur ou intendant, enfin qu'elles aient été reconnues pour habiles, dans un Conseil de douzaine appelé : douzaine d'insaculation. C'est de ces bourses qu'on extrait les noms des consuls...

L'exercice des officiers municipaux n'est qu'annuel en Roussillon. Cet usage a ses inconvénients, en particulier, dans les centres importants. Il est surtout sensible à Perpignan, où les consuls ont à peine le temps de se mettre au courant des principales affaires de la communauté. Leur mandat prend fin dès qu'ils commencent seulement à connaître leurs devoirs, et leurs successeurs « se trouvant liés et arrêtés par les mêmes circonstances, terminent leur consulat avec aussi peu de succès ; en sorte que, tout reste au même point, c'est-à-dire dans une espèce d'engourdissement très nuisible à la chose publique ⁽¹⁾ ».

Un intendant, M. de la Porte, essaya de corriger cet état de choses. Il rédigea un projet ⁽²⁾ qu'il fit approuver par le ministre, dans lequel il proposait d'étendre à quelques années la durée des fonctions consulaires et d'établir une organisation permettant aux officiers municipaux de rester en place plus longtemps. De plus, la prorogation du terme de ces diverses charges amenait à ne les confier qu'à des sujets d'élite. Il devenait donc nécessaire de faire un choix plus judicieux des citoyens dont les noms étaient inscrits dans les bourses de l'hôtel-de-ville.

Ce projet raisonnable et sensé fut arrêté par le Conseil Souverain et ajourné par lui *sine die*.

LA POLICE MUNICIPALE. — Les Conseils ont théoriquement la charge de la police. Dans les centres importants, en particulier à Perpignan elle s'exerce par l'intermédiaire de 2 officiers subalternes préposés à cet effet.

Ces officiers portent le nom de clavaires. Leur institution empruntée à l'organisation municipale de Valence en Espagne, fut introduite à Perpignan au XIV^e siècle par Pierre IV d'Aragon.

(1) Poeydavant déjà cité.

(2) C. 1539.

Ils sont tirés au sort des bourses de l'hôtel-de-ville dont nous avons parlé plus haut. Le premier clavaire est toujours un gentilhomme ou un citoyen docteur ès lois; le second, est un marchand ou un notaire. Ils ont le droit de nommer chacun un lieutenant pour les aider dans leurs fonctions.

Ils ont la charge de veiller à l'exécution des règlements émanés soit de la juridiction consulaire, soit du Conseil Souverain, soit de l'intendant.

Leur mandat, comme celui des consuls, est limité à une année ce qui ne laisse pas d'avoir des inconvénients. « Un clavaire en place aujourd'hui, est presque toujours dans l'appréhension d'aliéner par trop de rigueur ceux qu'il envisage comme pouvant lui succéder dès le lendemain ⁽¹⁾ ». Aussi M. de la Porte proposa de supprimer ces officiers et de les remplacer par 4 commissaires de police appointés, nommés par les consuls après approbation de l'intendant et pour une durée indéterminée. C'est précisément, ajoutait-il, parce que les Roussillonnais sont plus enclins que d'autres à ne reconnaître aucune autorité, qu'il est plus nécessaire de les contenir et de les soumettre par gradation à l'exercice d'une bonne police.

Mais ce projet, comme celui dont nous avons parlé plus haut, relatif aux consuls, ne fut pas réalisé.

(1) Poeydavant déjà cité p. 380.

CHAPITRE IV

LA JUSTICE

Avant l'annexion de 1659, le Roussillon faisait partie des Etats de Catalogne dont il partageait le pouvoir législatif. Il concourait à la rédaction du Code qui devait faire la loi de ses habitants et la règle de ses tribunaux et qui portait le nom de « Constitutions de Catalogne ». Ce code, inspiré surtout du droit romain, renvoyait aux dispositions de ce dernier pour les cas qu'il n'avait pas prévus.

Telle était la loi suivie en Roussillon sous l'ancien régime. Cette loi avait été confirmée par les rois d'Aragon et d'Espagne, conservée par le traité des Pyrénées et maintenue constamment par les rois de France.

Les habitants du Roussillon jouissaient du privilège de ne pouvoir être cités hors de leur province pour quelque raison que ce fût; ils ne reconnaissaient, ni les jugements des tribunaux des autres provinces, ni les évocations et attributions qui les traduisaient hors de leur pays, ni la juridiction de Grand conseil qui s'étendait à tout le royaume. Ce privilège, reconnu et confirmé par tous les souverains, n'avait subi aucune atteinte.

La justice était administrée en Roussillon par un Conseil Souverain créé par édit de 1660 ⁽¹⁾. Ce conseil était composé d'un premier président, de deux présidents à mortier, de 10 conseillers, un procureur général, deux avocats généraux et un greffier en chef. Ces officiers titulaires sont nommés par le roi; leurs charges ne sont pas acquises moyennant un droit payé au roi comme celui que les officiers ministériels payent maintenant à leurs prédécesseurs.

(1) Antérieurement à cet édit, les causes du Roussillon allaient en appel, soit normalement à l'audience du gouverneur du Roussillon, ou tribunal de la « Governació » à Perpignan, soit, par évocation, à l'audience du Vice-Roi de Catalogne ou « Audiencia Real », à Barcelone, qui relevait aussi les appels de la Governació.

Avant 1771 ⁽¹⁾ les gages attachés à ces fonctions étaient modestes, si on en juge par les chiffres suivants :

Premier président.....	4.000 livres
Présidents à mortier.....	2.000 »
Conseillers.....	1.000 »

le procureur général 1.000 et les avocats généraux 500 seulement. Mais le Roi, ayant à cette époque, ordonné la suppression des épices, il fut fixé d'autres gages. Ils sont de 12.000 pour le premier président, 6.000 pour le président et pour le procureur général, 2.500 pour les conseillers et les avocats généraux. Ils se payent annuellement et sans autre retenue que la capitation, perçue par le receveur général des finances de la province.

Outre les magistrats, d'autres personnes ont droit de siéger au Conseil Souverain; telles sont : le gouverneur, le lieutenant général commandant en chef. Il y a, de plus, deux conseillers d'honneur ecclésiastiques. Le premier est l'évêque de Perpignan, le 2^e l'abbé de Saint-Martin-du-Canigou, et deux autres conseillers laïcs. De plus, on y adjoint 2 chevaliers d'honneur et 2 conseillers surnuméraires. Enfin, la haute assemblée était complétée par 4 officiers de la Chambre du Domaine et par le juge visiteur des gabelles.

Le ressort du Conseil souverain s'étend aux 3 vigueries de Roussillon. Cette compagnie n'a donc pas beaucoup d'affaires à juger, mais comme elle jouit de la plénitude de juridiction, des causes de toute nature sont portées devant elle.

Un des traits caractéristiques essentiels des charges de judicature sous l'ancien régime était leur vénalité. En Roussillon elles sont données gratuitement par le Roi. M. Poeydavant critique cet état de choses et l'explique par deux raisons : 1^{re} par la nécessité de ménager des sujets nouveaux et de les attacher à la France par des grâces et des bienfaits; 2^e surtout pour ne donner les places importantes qu'à des gens sur lesquels on pût compter et qui tinssent uniquement leur existence de la volonté du souverain.

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL SOUVERAIN. — Cette cour composée de deux chambres jugeait souverainement les appels de tous les

(1) C'est-à-dire avant la réforme de Maupeau.

tribunaux de la province, à l'exception de ceux de la capitainerie et des monnaies. Elle ne différait en somme des parlements que par sa dénomination, elle en avait les honneurs, l'autorité et les prérogatives. Elle réunissait même la juridiction des chambres des comptes, du grand conseil et du bureau des finances, elle connaissait en dernier ressort de toutes les affaires attribuées à ces tribunaux ⁽¹⁾.

JURIDICTIONS SUBALTERNES. — Le conseil souverain était donc un tribunal d'appel, devant lequel étaient portés les jugements rendus par les juridictions subalternes des viguiers et des bailliages.

Dans les vigueries du Roussillon, Conflent et Cerdagne il y avait des tribunaux composés d'un juge unique avec un procureur du roi qui constituait une juridiction de privilège; ils connaissaient des causes des nobles, des ecclésiastiques, des communautés, des officiers municipaux en charge.

Les causes des roturiers étaient portées devant les juges du bailliage ou de batlle ou devant ceux des seigneurs. Il n'y avait dans ces tribunaux que 3 officiers : le juge, le procureur du roi et le greffier.

Les juges du bailliage étaient nommés sur la présentation des habitants, par le roi, dans 10 communes, et par le seigneur dans les autres.

Ces juges pour le Roussillon et le Vallespir devaient résider à Perpignan, ceux du Conflent, à Prades ou à Villefranche, ceux de Cerdagne à Saillagouse.

En somme, il n'y avait en Roussillon ni haute, ni moyenne, ni basse justice. Il faut observer que les juges de batlle siégeant et résidant dans 3 villes, cumulant beaucoup de judicatures, formaient, en fait, l'équivalent de nos tribunaux d'arrondissement.

Enfin, les appels tant des juges des viguiers que de ceux des bailliages et des justices locales ou seigneuriales, se relèvent au Conseil souverain, de sorte qu'en Roussillon il n'y a que deux seuls degrés de juridiction.

JURIDICTIONS SPÉCIALES. — A côté des tribunaux ordinaires dont il vient d'être parlé, il en existait d'autres dont les attributions étaient strictement limitées à certains ordres de causes.

(1) Vidal ouv. cité p. XXVI.

1° *La Chambre du Domaine* qui remplaça la « Cort del Patrimoni real » des anciens comtes de Roussillon et qui fut supprimée par un édit de juin 1660. D'abord dépendance du Conseil souverain, elle fut organisée en dehors de celui-ci par une déclaration du 17 juin 1759.

Cette Chambre du Domaine composée d'un Président, de deux conseillers, d'un procureur du roi et d'un greffier, connaissait des « causes domaniales, du fait des eaux, de la chasse et de la pêche, de la police des bois, des droits réguliers des reconnaissances de fiefs, etc. ». Elle réunissait en somme, les fonctions des Cours des comptes et Cours des aides avec celles des officiers des bureaux de finance et des trésoriers de France qui fonctionnaient dans le reste du royaume.

2° *Le Tribunal de la Capitainerie Générale.* — Le gouverneur de la province a conservé depuis sa réunion à la France le privilège d'avoir une compagnie de gardes de 50 hommes avec des officiers et bas-officiers, des compagnies de canonnières attachées au service de chaque place et le « droit d'accorder des brevets de sauve-garde pour une place dans chaque corps et communauté d'artisans ».

Tous ces sujets, ainsi nommés par lui deviennent dès lors indépendants des officiers des villes et communautés dans lesquelles ils résident. Leurs causes et différends sont portés devant un juge conservateur choisi par le gouverneur, et en appel, devant un tribunal supérieur, composé du Premier Président et du Conseiller doyen du Conseil souverain.

Ces 2 organes juridictionnels d'exception constituent le tribunal de la Capitainerie Générale.

3° *Les juges gardes de la Monnaie* ont les mêmes fonctions que dans le reste de la France.

4° *L'amirauté.* — Cette Cour, établie à Collioure en 1691, est composée d'un lieutenant « en titre d'office » d'un procureur du roi et d'un greffier.

Elle connaît des affaires concernant « la navigation, les prises, armements, commerce de mer » etc. L'appel de ses jugements était d'abord porté devant le Parlement de Toulouse. Mais une déclaration du 20 novembre 1718 en nantit le Conseil souverain parce que,

« suivant les constitutions, lois et pragmatiques du Roussillon, les habitants ne pouvaient être traduits hors de leur ressort » (1).

5° *Les gabelles, traites et tabac.* — Ce tribunal composé d'un juge, d'un procureur du roi et d'un greffier avait pour mission de réprimer les attroupements de contrebandiers et le faux-saunage.

Il fut créé par l'édit de décembre 1661 qui établissait la gabelle en Roussillon.

6° *La maréchaussée.* — Elle paraît avoir été établie en 1720 (2). Elle connaît des cas prévôtaux.

Elle comprend deux séries d'officiers : ceux qui sont chargés de rechercher les délinquants et ceux qui instruisent la procédure. Le premier groupe comprend : un prévôt général, un lieutenant, des maréchaux, des logis et 6 brigades de 4 hommes chacune :

2 à Perpignan

1 à Estagel

2 à Prades

1 à Saillagouse.

Dans le 2° groupe il y a un assesseur, un procureur du roi et un greffier tous les trois commissionnés par le roi.

Outre leur solde payée, moitié par le gouvernement central et moitié par la province, les officiers et cavaliers ont droit au logement, aux écuries pour leurs chevaux et aux greniers pour l'entrepôt des fourrages. Il y a des analogies frappantes entre cette institution et notre gendarmerie actuelle.

(1) Poeydavant déj. cité p. 333.

(2) C. 1280 f° 35 et C. 692 (Archives des Pyr.-Orl^{es}).

CHAPITRE V

LES FINANCES

I. DIFFICULTÉS DE LA QUESTION. — Si l'on en croit M. Brutails, une des personnalités les plus compétentes en la matière, l'étude de l'administration financière de la généralité de Roussillon est extrêmement difficile. « Les éléments en sont incomplets et souvent erronés. Nous avons des tableaux détaillés pour les contributions directes, je n'en ai pas trouvé pour les impositions indirectes ni pour la dîme. Ce n'est pas que l'on n'ait point écrit sur ce sujet, mais les travaux qui ont paru sont œuvres de polémistes et non d'historiens » (1).

II. DIVISIONS. — Nous nous étendrons un peu longuement sur cette étude car elle nous paraît particulièrement importante, surtout à la veille de la Révolution. De plus, c'est à propos des questions financières que l'Assemblée provinciale, dont nous aurons à étudier l'œuvre dans la dernière partie de ce travail, a montré le plus d'activité et le plus d'énergie à réaliser ses volontés réformatrices.

Nous allons d'abord nous occuper des impositions directes, de leur répartition, de leur montant, du mécanisme de leur perception, du contentieux auquel elles peuvent donner lieu ; nous examinerons ensuite les impositions indirectes, les redevances seigneuriales et nous terminerons par une courte étude des finances municipales.

III. IMPOSITIONS DIRECTES. — Elles étaient au nombre de trois : la capitation, les vingtièmes et l'imposition ordinaire ou taille « destinée à l'acquittement des charges locales ».

Capitation. — La capitation était depuis le début du XVIII^e siècle un impôt réel, son montant était variable suivant les revenus des

(1) Brutails, ouv. cité p. 357,

contribuables; les biens des Espagnols dont le produit en France se pouvait estimer à 200.000 livres en étaient exempts.

Le montant de la capitation pour le département était fixé annuellement par une lettre de l'administrateur général des finances. L'intendant arrêtait ensuite les rôles particuliers pour le Roussillon, comprenant les officiers militaires, les nobles, les exempts et les privilégiés. Le surplus était rejeté sur les communautés et réparti sur les habitants non exempts.

Quelquefois, une imposition dite « extraordinaire » s'ajoutait comme accessoire à la capitation, au marc la livre de laquelle elle était répartie. Elle portait sur des objets accidentels et momentanés tels que : le remboursement des offices municipaux, les gages des maréchaussées. Mais peu à peu, ces objets deviennent permanents et entraînent la pérennité de l'imposition.

Vingtièmes. — Ils étaient calculés sur le revenu net des propriétés, c'est-à-dire sur ce qui restait au propriétaire déduction faite des frais d'exploitation et d'entretien. Ces revenus étaient déterminés d'après des matrices sommaires établies en 1750; comme pour la capitation et la taille, c'était l'intendant qui procédait, avec le concours des viguiers, à l'assiette et à la répartition des vingtièmes.

Taille. — Elle était établie comme dans tout le reste de la France.

Perception des impositions directes. — Cette tâche, dans les communautés incombe aux collecteurs particuliers; ceux-ci remettent leurs fonds au receveur particulier de leur viguerie et celui-ci les compte au préposé du receveur général.

Les frais de perception sont très économiques, il n'en coûte qu'un sou pour livre, soit 4 deniers à chacun des 3 fonctionnaires désignés plus haut.

Contentieux. — Toutes les contestations relatives aux impositions sont portées devant l'intendant qui juge souverainement; c'est peut-être la première idée de nos Conseils de préfecture.

M. Brutails ⁽¹⁾ constate que le chiffre de ces impôts augmentait avec une déplorable persistance.

(1) Economie rurale, ouv. cité p. 359,

L'imposition ordinaire montait pour le Conflent et le Capcir :

En 1752 à 12.780 livres
» 1757 à 14.139 »
» 1761 à 13.950 »
» 1769 à 13.900 »
» 1771 à 14.457 »
» 1782 à 16.165 »

De 1782 à 1789 l'imposition ordinaire et la capitation varient peu. Les vingtièmes suivent une progression aussi rapide mais plus irrégulière. On perçut dans la province :

En 1757 2 vingtièmes soit 230.439 livres 10 sous.
» 1760 3 » 329.528 » 10 »
» 1772 2 » 270.600 » 10 »
» 1780 2 » 286.000 » 10 »
» 1782 3 » 392.300 » 10 » (1)
» 1789 2 » 323.514 » 6 »

Voici d'ailleurs l'état des recettes des impositions dans le Roussillon de 1776 à 1788 (2) :

(1) Economie rurale, ouv. cité p. 359.

(2) Economie rurale, ouv. cité p. 359.

ANNÉES	VINGTIÈME	CAPITATION	IMPOSITION ordinaire	VILLE DE PERPIGNAN	TOTAL	FRAIS DE GARNISON ET AUTRES
1776	258648,13.40	139.873,49. "	57239,48. 9	4000	455723,41. 7	2814,19. 8
1777	251514,18. 10	138.494,13. 2	47235, 7. 2	5000	437243,19. 2	2643, 7. 6
1778	242321, 3. 2	134.306,46. 4	44837,45.41	8216	424463,45. 5	2545,43. "
1779	249138, " 4	152.211,17. 2	51611, 3.11	8333, 7.11	452881, 1. 8	3429
1780	259920, 9. 3	154.994, 9. 3	56389, 9.40	8464, 4. 3	474150, 9. "	4192,44. "
1781	301437, 1.11	164.562,14. 1	64032,18.11	8464, 1. 3	530012,14.11	4102,17. "
1782	313883,16 "	167.894, 2.40	62504, 3. 8	8512,46.10	565216, 8. 9	5172,17. "
1783	336654,10. 6	155.775, 6. 6	61844,11. 9	8512,46.10	630114, 2. 4	5067,49. "
1784	388654,44. 2	174.087,14. 7	67371,43.37	8512,46.10	640463,75	5232,45. "
1785	349624, 6.11	171.821,18. 9	69023, 9. 4	8512,46.10	648689, " 3	4687, 9. "
1786	440175, 8. 3	174.952, 6. 6	66561, 5. 4	8512,46.10	676116, 5. 4	4321,14. "
1787	422346,1	190.710,16. 3	63633, 2. 9	8512,46.10	589925,12.40	3623, 8. "
1788	351323, 2.10	177.770, 9. 9	66832, " 3	4256, 8. 5		

L'état des impositions de 1789 suivant (1) fut remis à l'Assemblée provinciale

	POPULATION D'APRÈS LE RECENSEMENT DE 1767.	IMPOSITION ORDINAIRE	CAPITATION ET IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES	VINGTIÈMES ET ACCESSOIRES
Vignerie de Roussillon ... de Couffent..... de Cerdagne. ...	55.417 24.421 7.809	33.223 livres 16 165 " 8.056 "	75.532 1. 8. 6 31.702 1.5. 4 41.497, 13. 4	403,687 1. 3 52.257, 32 17.276, 13
Ville de Perpignan	45.000	8.512 1 16.10	15.555, 49. 3	21.752, 3
Total....	102.647	65.956 1. 16.10	134.280, 46. 4	195,073, 1
Noblesse de Roussillon... — de Couffent.... — de Cerdagne....		Néant Néant Néant	21.142, 3 3 2.620, 9. 6 2.781, 2. 3	65.200, 8 5.822, 49 3
Divers....			20.248, 16. 3	45.445, 4
TOT. OX....		65.956 1. 16.10	179.043 1. 7. 7	314.244 1.42

(1) C. 998.

En 1789, le bordereau des impositions donnait les chiffres suivants pour 108.000 habitants :

Vingtième.....	323.516 livres	6 sols	4 deniers
Capitation.....	193.790	» 9	» 10
Imposition.....	65.956	» 16	» 10
Octrois	54.650	»	
1/20 des revenus.....	11.706	» 5	»
Corvée de 1788	64.334	»	

TOTAL..... 713.953 livres 18 sols

Ces impôts n'étaient pas exorbitants, car cela donne à payer par individu, la somme de 6 livres 12 sous.

Mais la répartition n'était pas égale entre les 108.000 habitants. « On constate généralement que les contribuables les plus riches étaient proportionnellement les moins imposés ». (Brutails). M. Pceydavant fait la même remarque dans son mémoire. « L'imposition ordinaire est supportée par les roturiers qui n'ont absolument aucune exemption. La noblesse et les jouissants de ses privilèges n'y contribuent pas; de manière que l'objet tombe en entier sur la classe la plus pauvre des sujets du Roy » (1).

Beaucoup de propriétaires étaient exemptés.

En outre des nobles et du clergé qui ne payaient pas l'imposition ordinaire, une foule d'autres personnes jouissaient de la même immunité. On peut citer par exemple « les innombrables magistrats et avocats du Conseil Souverain, de la Viguerie et des autres juridictions, des canonniers, des médecins, des gardes de la province, des agents des contributions, des bourgeois nobles (2) des hôpitaux ».

M. Brutails observe que la noblesse du Roussillon avait une condition de fortune modeste. Le clergé aurait pu supporter des impositions plus fortes, car il était plus riche. M. l'abbé Torreilles estime ses revenus à environ 600.000 livres.

On sait qu'il était abonné et devait, pour chaque vingtième une

(1) Ouv. cité p. 411.

(2) C'étaient des bourgeois que la ville de Perpignan avait le droit d'élever à la noblesse par élection; ce privilège remonte à l'époque où le Roussillon faisait partie du royaume d'Aragon.

somme fixe, sous le nom de *don gratuit*. Voici pour quelques années, le montant de cette imposition :

1782.....	29.580 livres
1783.....	39.137 —
1785.....	39.137 —
1787.....	29.580 —

Ceci représente la somme qui fut versée au Trésor; si on y ajoute les frais de perception, le clergé payait en 1786, 41.458 livres.

La principale critique qu'on pouvait adresser à ce système d'impôts, était leur inégale répartition, plutôt entre les individus qu'entre les classes.

« Il n'y a pas le quart des communautés vérifiées, écrivait un intendant en 1757; le vingtième a été établi dans les autres sur des opérations passagères et presque arbitraires faites en 1750, 1751 et 1752 et qui ont porté le revenu à un taux exorbitant ». (1)

Un autre ajoute : « Des déclarations dictées par la méfiance, réformées sur le moindre soupçon de fraude, ont servi de base à toutes les opérations ». (2)

Enfin et surtout, la pratique des exemptions dont nous avons parlé ci-dessus, constitue la grande iniquité du système financier de l'ancien régime, d'autant plus que leurs bénéficiaires étaient précisément les plus aisés de la province. Cela aboutissait à « l'écrasement du pauvre par le riche, du travailleur par l'habile, du faible par le fort ». (3)

Contributions indirectes. — Le Roussillon faisait partie des provinces *réputées étrangères*, qui ne s'étaient pas soumises au tarif établi par Colbert et avaient conservé leurs douanes intérieures.

C'était aussi une province de *petite gabelle*; chacun y avait le droit de s'approvisionner de la quantité de sel qui lui paraissait nécessaire, et de l'acheter à tel grenier de la ferme de son domicile, qu'il jugeait préférable.

Voici, d'après le mémoire de M. Poeydavant, de 1778 l'énumération et le produit de ces contributions indirectes :

(1) Arch. Pyr.-Orl^{es}, C. 889.

(2) Arch. Pyr.-Orl^{es}, C. 2114.

(3) Brutails Econ. rur. ouv. cité p. 372.

Domaines, contrôle.....	130.000	livres
Timbre.....	24.000	—
Gabelles	260.000	—
Tabac	130.000	—
Traites	42.000	—
Droit sur les huiles.....	40.000	—
Pied fourché (droit des inspecteurs de boucherie)	33,600	—
Octrois de provinces.....	30.000	—
Octrois des villes abonnées.....	19.377	—

Ces contributions, très lourdes sans doute, étaient plus équitablement réparties que les impositions directes. « Peu d'impositions, dit Raymond de Saint-Sauveur, mais beaucoup de droits à l'entrée, à la sortie, sur les marchandises et denrées de toute espèce, soit pour le compte du Roi, soit pour les charges locales ». (1)

« La multiplicité des droits de transit, des douanes aux frontières de la province ou à l'intérieur, était doublement regrettable; d'abord, le fisc prélevait de ce chef un parti notable des revenus de la contrée; ensuite, ces barrières entravaient le commerce et l'industrie » (2). Ainsi le mémoire de M. Poeydavant estime à 2 livres 3 sous les droits à payer pour 1 hectolitre de vin dont la valeur était de 15 livres, ce qui, de toute évidence, est excessif.

Redevances particulières. — Avec les impositions directes et indirectes se termine l'étude des impôts publics. Il existait, en outre, des redevances perçues au profit des seigneurs et des églises, des impositions seigneuriales et des dîmes.

La première et la plus variable était le *certs*, redevance annuelle représentant une sorte de tribut accordé par le roturier au droit de domaine éminent retenu par le seigneur.

Au XVIII^e siècle, le droit de directe seigneurie avait beaucoup perdu de son importance. Aussi, on peut se rendre compte d'après quelques exemples combien variable était la valeur du cens :

(1) Compte de l'administration p. 73.

(2) Brutails ouv. cité p. 374.

DATE	LOCALITÉ	VALEUR DU FONDS	VALEUR DU CENS
26 février 1771	Sorède	1.488 livres	3 sous
5 mars 1771	Orle	180 livres	1 denier 1/2
6 juillet 1775	Le Soler	260 livres	1 poule
1 ^{er} juin 1776	Serralongue	24.000 livres	2 livres 15 sols 8 deniers
26 janvier 1789	Pézilla-la-Rivière	275 livres	4 deniers
7 février 1789	Argelès	300 livres	1 sol

Ces cens pesaient donc fort inégalement sur les terres; les uns étaient dérisoires, les autres assez bien proportionnées à la valeur du fond; aucun n'était excessif.

En outre de ce cens annuel, le seigneur prélevait des redevances casuelles qui, sous les noms de lod et ventes, étaient des droits de mutation dus à l'occasion des transmissions de propriété par vente, échange, etc. Ils étaient payés au prorata du prix de vente et le taux était très variable selon les localités.

En principe, l'acquéreur devait un sixième de la valeur du fonds vendu ou échangé. Mais en fait, le cens s'élevait souvent à 1/5 ou à 1/4, à Prats-de-Mollo, par exemple. Par contre, on en trouve de 3/40 à Serralongue, de 1/12 à Latour-bas-Elne, de 3/50 à Fourques.

Constatation curieuse : beaucoup de seigneurs avaient négligé de percevoir ces redevances, de sorte qu'il n'était pas rare que le vendeur déclarât ignorer à qui était soumise sa tenure.

Dans l'ensemble, le montant des droits seigneuriaux était peu important. Le comte de Ros affermais le cens et la moitié des lods auxquels il pouvait prétendre dans les 3 territoires de Saint-Félicien-d'Amont, Saint-Félicien-d'Avail et Ponteilla, 3 communes importantes, moyennant le prix annuel de 500 livres.

La dîme. — La dîme était souvent perçue par des laïques; dans ces cas, on y suppléait « par une prémice » touchée par le clergé.

Elle était prélevée sur le produit brut des récoltes et sa quotité variait d'une paroisse à l'autre.

Voici quelques chiffres relevés dans les archives :

A Montner	1/7 pour les grains, olives et raisins
	1/8 pour les agneaux et laines ⁽¹⁾
A Olette	2/15 pour les blés, légumes
	1/10 pour les poireaux, oignons
	1/10 pour le chanvre, le lin
	1/7 pour les agneaux, chevreaux
	1 cochon de lait par portée
	1 poulet par couvée ⁽²⁾
A Estoher	1/9 des grains
	1/10 des foin, haricots
A Vernet	1/16 des grains et légumes
	1/20 des raisins
	1/11 des fruits

La dîme d'un bien était supérieure à la valeur des deux vingtièmes levés par l'Etat sur ce même bien. On calcule que sur un revenu de 450 livres, la dîme en absorbait 60 et les vingtièmes, seulement 13 livres.

Voici quel était le montant de la dîme dans quelques paroisses ⁽³⁾ :

Corbère	3.100 livres
Saint-Féliu-d'Amont	3.540 livres
Corneilla-la-Rivière	2.000 livres
Bages	3.194 livres
Boule-d'Amont.....	570 livres
Saint-Laurent-de-la-Salanque.....	3.600 livres

Au moment du rachat des droits féodaux, les possesseurs des dîmes, qui ont sans doute exagéré leurs dires, les évaluèrent à

1.800 livres à Estoher
2.200 livres à Oms
300 livres à Sorède ⁽⁴⁾

(1) L. 336

(2) L. 228

(3) C. 934

(4) L. 228.

Arch. Pyr.-Orlès.

Enfin, M. Brutails estime à 400.000 livres au maximum la valeur des dîmes de la province du Roussillon à la veille de la Révolution.

Corvées et patrouilles. — Nous nous sommes occupés jusqu'ici des redevances en argent, mais il venait s'y ajouter des prestations en nature, des services obligatoires : les corvées et les patrouilles.

Corvées. — A la fin de l'ancien régime, le principe de la corvée en Roussillon était le suivant : Sont chargés de l'établissement et de l'entretien des voies de communication ceux qui sont appelés à en bénéficier, c'est-à-dire les « usagers », selon le vocable actuellement à la mode. Ainsi, l'intendant de Bertin décide, en 1751, que « les hommes à trois lieues, les bêtes de somme à quatre lieues, de chaque côté du chemin à construire, sont assujettis à cette prestation » (1).

Ce principe paraissait donc fondé en justice, mais son application ouvrit la porte à pas mal d'iniquités.

D'abord, comme pour les impositions, il y avait des exemptions trop nombreuses. Ainsi, les nobles, les ecclésiastiques et leurs domestiques demeurant chez eux « à pot et à feu » en bénéficiaient. De même, les personnes occupées à une fonction publique et journalière : canonniers, employés de ferme, etc. Le sonneur de cloches et son fils à Collioure en étaient dispensés, les perruquiers et les marguilliers prétendaient s'y soustraire.

On comptait aussi force exemptions temporaires en faveur de particuliers ou de communautés. En un mot, sur les 108.000 habitants de la province, il y en avait seulement vers 1781, 17.415 qui fussent astreints à ce service. On comprend que dans ces conditions, ils fissent preuve de quelque mauvaise volonté; ainsi, les gens de Collioure cherchaient à démontrer que la route de Port-Vendres était inutile afin de n'avoir pas à y travailler (2).

Un édit de février 1773 remplaça la corvée par une redevance en argent. Un intendant de l'époque, M. de la Porte, inaugura à ce sujet le système suivant de répartition, qui ne manque pas d'ingéniosité. Pour déterminer la tâche d'une communauté, on calculait sa « force » en établissant la valeur de la journée d'un corvéable à 10 sous, celle

(1) Brutails ouv. cité p. 390.

(2) C. 1184.

d'un cheval, bœuf ou mulet à 15 sous, celle d'un âne à 5 sous. Pour calculer l'imposition individuelle, on ajoutait pour chaque article du rôle, la « force » et la capitation, et on répartissait la tâche générale au prorata de ces sommes. Ainsi, dans une communauté dont la force était évaluée à 596 livres et la capitation à 406 livres, un assujetti dont la force était de 6 livres et la capitation de 2 livres était porté au rôle de la corvée pour 3 livres 11 sous 4 deniers ⁽¹⁾.

Les communautés étaient libres d'exécuter elles-mêmes les tâches qui leur étaient fixées ou de les donner à l'entreprise.

La tâche de chaque communauté était diminuée selon l'éloignement du chantier de 1/10 par demi-lieue.

La valeur de la corvée pour 1789 est portée au bordereau des impositions, pour une somme de 64.334 livres.

Il y avait aussi une autre espèce de corvée, la plus désagréable aux gens du Roussillon et la plus onéreuse : c'était la corvée des transports militaires due seulement par la basse classe. Il est vrai qu'elle fut transformée le 28 janvier 1777 en un impôt en argent qui frappait tous les individus soumis à la capitation.

Les patrouilles étaient un service imposé également aux roturiers pour la poursuite des déserteurs. Lorsqu'un soldat désertait, on tirait le canon pour « alerter » les patrouilles; mais les fugitifs, avertis par ce signal, se cachaient et les paysans perdaient leur temps et leurs peines en de vaines recherches. Un intendant calculait que chacun de ces coups de canon mettait en moyenne 200 hommes en campagne pour 3 jours et 3 nuits, soit 1.200 journées. En admettant qu'on ne tirât que 20 coups par an c'était une perte de 24.000 journées ⁽²⁾. Il y avait là un abus particulièrement criant et très préjudiciable à la prospérité des campagnes.

Finances municipales. — En général, il y avait peu de villes dans la province de Roussillon. « Ce qu'on appelle ville n'en mérite le nom que parce qu'on se permet souvent d'abuser des termes et la plupart des bourgs et des villages ne sont, dans l'exacte vérité, que de misérables hameaux, par comparaison avec ceux des autres provinces » ⁽³⁾.

(1) Mémoire de 1778 p. 60.

(2) C. 874.

(3) Poeydavant ouv. cité p. 368.

Les municipalités ou corps de communautés n'avaient que des ressources médiocres. Bien rares celles qui jouissaient de quelques revenus patrimoniaux, le plus grand nombre n'avaient, pour alimenter leur budget, que des droits d'octroi sur les objets de consommation, ou bien les revenus de leurs banalités affermées au plus offrant, telles que les boulangeries, cabarets, moulins, etc. Si leurs charges ordinaires ou extraordinaires excédaient le produit de ces recettes, on avait recours à la voie de l'imposition.

En somme, elles vivaient surtout des impôts indirects et, en général, ils suffisaient à couvrir les dépenses qui étaient peu élevées.

Voici la nomenclature de ces divers impôts relevés sur un état général dressé en 1760 (1) :

Boulangerie, garde des cochons, pacages de la montagne, cabarets, boucherie, greniers publics, moulins à huile et à farine, droits de sortie sur les grains, péages des ponts, herbes des chemins, équarrissage.

« En général, on divise en dépenses ordinaires et en dépenses extraordinaires, les charges annuelles dont les communautés sont tenues. Les premières sont comprises dans des états arrêtés par l'intendant.

« Les dépenses ordinaires sont acquittées aux termes fixés par les receveurs municipaux qui en rapportent les quittances à l'appui de leurs comptes.

« A l'égard des dépenses extraordinaires, il faut, suivant l'importance de l'objet, des délibérations expresses des communautés, ou bien des mandements des consuls bien motivés, que l'intendant approuve après s'être fait rendre compte par le viguier, de la légitimité de l'emploi et qu'il n'y a eu ni fraude ni collusion » (2).

(1) C. 1523.

(2) C. 1521.

CHAPITRE VI

L'ADMINISTRATION MILITAIRE

La situation sur la frontière, entre la France et l'Espagne, rend l'étude de l'organisation militaire du Roussillon particulièrement intéressante, d'autant qu'il s'y est perpétué jusqu'à la Révolution, l'usage des milices communales, dont l'origine vient de Catalogne et remonte au Moyen Age.

Comme les autres provinces françaises, le Roussillon avait un Gouverneur général qui fut un membre de la famille de Noailles depuis 1660 jusqu'en 1789; un lieutenant-général commandant en chef; en son absence, le lieutenant du Roy de la ville de Perpignan commande dans la province.

L'usage d'employer l'habitant à la garde du pays a sans doute son origine dans la position de la province entre 2 royaumes qui ont été longtemps en guerre. Le port d'armes y est libre; de là est résultée la facilité d'avoir à chaque instant des soldats armés et aguerris et prêts à combattre. Anciennement, tous les habitants des communautés en état de porter les armes, se rassemblaient sur les ordres de leurs bayles ou consuls et se rendaient aux postes qui leur étaient désignés.

Cette milice particulière n'est pas autre chose que l'ancienne armée féodale des communes. En Catalogne et en Roussillon, ces troupes s'appelaient « somaten ».

Le « somaten » de chaque commune se composait de tous les « chefs de maison ». Ils devaient, en principe, le service personnel; mais en fait, ils ne le fournissaient que pour la défense de la ville ou du village. Dans ce cas, tous ces hommes étaient formés en « esquadras » commandées par des « dizeniers » et en compagnies dont les consuls étaient les capitaines.

S'il s'agissait du service hors du territoire communal, on se bornait à exiger des consuls qu'ils fournissent tant d'hommes armés, équipés

et soldés; pour former ces contingents, ils procédaient par appels de volontaires ou par tirage au sort.

Pour la guerre dans la montagne, on avait des corps spéciaux, des corps francs, des bandes ou « quadrillas » de partisans recrutés librement par des capitaines indépendants; au XIV^e siècle, ils portaient le nom de « miquelets » ou arquebusiers, ou fusiliers de montagnes. Ils furent supprimés au XVIII^e siècle.

Dans le cas où les troupes régulières étaient appelées hors du territoire, le Roi trouvait d'autres secours dans le zèle et la fidélité des habitants du Roussillon; il faisait garder le pays par les milices bourgeoises (1).

Ainsi, à Perpignan, deux bataillons de ces milices composés des bourgeois et artisans de la ville y tenaient garnison sous le commandement du premier consul, qui avait le grade de colonel.

Pour la garde des autres places, on faisait appel pour constituer ces milices, aux habitants des campagnes que l'on dédommageait de leur déplacement, par une solde.

Les côtes étaient également gardées par les Roussillonnais. En temps de guerre, on levait parmi les habitants des rivages maritimes, 5 compagnies de garde-côtes, sans compter les habitants de Banyuls-sur-Mer qui, seuls, en formaient une. Ces troupes étaient spécialement chargées « d'empêcher les descentes des petits bâtiments qui auraient pu tenter de s'approcher des anses et des petites plages dont le territoire est bordé » (2).

(1) Poeydavant ouv. cité p. 317.

(2) Poeydavant p. 318.

CHAPITRE VII

ADMINISTRATION RELIGIEUSE

En Roussillon comme dans beaucoup d'autres provinces, sous l'ancien régime, il n'existait pas de concordance entre les divisions administratives et les divisions ecclésiastiques. Ainsi, il y avait un seul évêque résidant à Perpignan, mais les 210 paroisses de la province ressortissaient à 4 évêchés différents; 177 se trouvaient dans le diocèse d'Elne ⁽¹⁾, les 25 paroisses de la Cerdagne dépendaient de l'évêque d'Urgel, celles du Capcir, au nombre de 6, faisaient partie du diocèse d'Aleth; enfin, les 2 communes de Tautavel et de Vingrau étaient rattachées au diocèse de Narbonne.

L'évêché de Perpignan était autrefois suffragant de Tarragone, depuis la réunion du Roussillon à la couronne, il était soumis à la métropole de Narbonne.

Le clergé se divisait en exempt, c'est-à-dire non soumis à la juridiction ordinaire de l'évêque, et non exempt. Mais l'un et l'autre avaient un bureau commun composé de commissaires pris dans les deux corps, pour la formation des rôles et la répartition des impositions ⁽²⁾.

Le clergé non exempt était composé de l'évêque, des chapitres ⁽³⁾, des communautés ecclésiastiques ⁽⁴⁾, les bénéficiers simples ⁽⁵⁾, c'est-à-dire fondés par les églises ou chapelles séculières, par

(1) L'évêque résidait à Perpignan depuis une bulle de Clément VIII du 1^{er} sept. 1601.

(2) Ces impositions consistaient dans le don gratuit du clergé qui était, en 1783 de 39.137 livres (C. 866 et 864).

(3) Ceux de Saint-Jean, Elne, La Réal à Perpignan, Corneila-du-Conflent, Torreilles C. 1340.

(4) Il y avait 21 communautés, 18 en Roussillon, 3 en Conflent, constituées au XIV^e siècle, par la mise en commun des revenus des fondations d'anniversaires créées dans les églises.

(5) Leur nombre était très élevé. Dans la seule paroisse Saint-Jean de Perpignan il y en avait 134.

opposition aux bénéfices réguliers, fondés par les religieux, les marguilleries ou membres du Conseil de fabrique et les curés.

Le clergé exempt comprenait les abbayes et chapitres de St-Michel de Cuxa, d'Arles, Saint-Martin du Canigou, le prieuré et le chapitre de Corneilla, l'abbaye de Saint-Genis, les communautés religieuses, etc.

Dans l'ensemble, le clergé roussillonnais formait un corps nombreux et riche. Il comptait environ un millier de personnes, dont 700 prêtres, 50 moines, 250 religieux. La masse de ses revenus est estimée à 600.000 livres (1).

Le corps ecclésiastique était assujéti à des impositions particulières. Il payait une capitation et 1/20 sur les bénéfices dont le recouvrement était fait par un membre du clergé. Il devait aussi, ce qu'on appelait fort improprement, d'ailleurs, le don gratuit, car les ecclésiastiques de la province opposèrent souvent une résistance opiniâtre aux ordres de l'intendant à ce sujet.

En dehors de ses bénéfices et de ses propriétés foncières, le clergé prélevait la dîme.

Trois officialités connaissaient des causes où les membres du clergé étaient défenseurs.

(1) Abbé Torreilles Hist. du clergé roussillonnais p. XV et XVI.

CHAPITRE VIII

L'ENSEIGNEMENT

Il y eut de très bonne heure, à Perpignan, une université fondée en 1349; reconstruite et réorganisée après 1759, elle jeta un vif éclat. Elle avait des classes pour les facultés de théologie, jurisprudence, médecine et lettres, et une bibliothèque y fut créée par M. de Mailly, gouverneur du Roussillon.

Perpignan possédait aussi le collège royal de Saint-Laurent, établissement d'enseignement secondaire appartenant aux Jésuites; mais il avait peu d'élèves.

En 1682, Louis XIV avait donné ordre aux consuls des villes de la province d'avoir des écoles royales où les enfants pourraient apprendre gratuitement la langue française, la doctrine chrétienne, l'arithmétique et les principes de la langue latine. Ces écoles devaient être à la charge des communautés.

Dans beaucoup de villages, on trouve des maîtres d'école ou régents, pour les garçons; rien n'est prévu pour les filles. D'ailleurs, si l'on en croit un document de cette époque, « ces maîtres d'école sont peu instruits et ne forment jamais des élèves pour les arts et le commerce... » (1). Aussi l'ignorance était générale surtout dans les classes inférieures et parmi les femmes de toute condition (2).

Les trois ordres d'enseignement étaient donc plus ou moins représentés; mais en somme, l'Université de Perpignan, seule, qui représentait l'enseignement supérieur, mérite d'être signalée.

(1) Arch. Pyr.-Or^l^{ns} C. 2.117.

(2) Arch. Pyr.-Or^l^{ns} C. 1.857.

CHAPITRE IX

LES VOIES DE COMMUNICATION

Les Ponts et Chaussées avaient été établis dans la province par lettres patentes du 17 avril 1749. Le personnel était peu nombreux ; il se composait à Perpignan en 1782 : d'un ingénieur, un inspecteur, un sous-ingénieur, un dessinateur ⁽¹⁾.

Les crédits alloués à cette administration étaient peu importants. La province levait sur elle-même pour ce service, 40.000 livres dont 8.000 destinées au traitement des ingénieurs. En 1779, le comte de Mailly obtient du Roi une subvention extraordinaire de 250.000 livres en 10 annuités, pour les routes, à charge, pour la généralité, de s'imposer d'une somme égale ⁽²⁾. De 1776 à 1790, le budget des Ponts et Chaussées en Roussillon s'élevait à 1.890.000 livres dont 1.070.000 fournies par le Trésor, et 820.000 par la province.

Avec ces fonds et les ressources de la corvée, les intendants devaient faire face aux dépenses ; ils furent surtout préoccupés par les travaux d'endiguement de la Tet et par la construction de belles routes comme celle d'Espagne par Le Perthus et celle de Montlouis.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Dans ce tableau rapide de l'administration du Roussillon, on retrouve les traits essentiels de l'organisation générale du royaume. L'intendant y représente le pouvoir central et jouit des mêmes prérogatives que dans les autres provinces. Les institutions financières ne diffèrent que par certains détails de celles du reste de la France.

L'originalité la plus remarquable réside dans l'existence du Conseil Souverain et des franchises municipales. Ce sont les seules traditions administratives du Roussillon que la royauté ait respectées, probablement pour s'attacher les populations lors de l'annexion de 1659.

(1) C. 1.308.

(2) C. 1.169.

DEUXIÈME PARTIE

Le régime administratif
modifié par l'Assemblée provinciale

CHAPITRE I

LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES. — RECRUTEMENT. — FONCTIONS. COMMENT ELLES SONT ACCUELLIES

Dans l'esprit de Necker, il devait y avoir création d'assemblées provinciales dans toutes les généralités qui ne possédaient pas d'Etats provinciaux. C'était le cas pour le Roussillon qui, depuis 1659, n'avait plus sa représentation, les fameux Etats de Catalogne, dont nous avons parlé dans l'introduction à ce travail.

L'édit de 1787, enregistré à Paris le 22 juin, établit le principe de la nouvelle organisation ⁽¹⁾. Deux règlements des 5 août et 15 août 1787 entrent dans les détails de la formation, composition des assemblées provinciales ⁽²⁾ et des relations de ces Assemblées avec les intendants.

Ce sont ces textes que nous allons analyser. Notons, dès l'abord, les modifications profondes que ces nouvelles dispositions allaient apporter dans le pays. En particulier, dans le Roussillon, les institutions de l'ancienne monarchie s'étaient implantées difficilement et au préjudice de franchises ou privilèges locaux dont la naissance se situe dans le haut moyen âge. Ces institutions centralisatrices allaient cependant être battues en brèche et les agents du Roi allaient se voir enlever la plupart de leurs attributions que l'on remettait à un pouvoir rival. De plus, par la nouvelle organisation, on essayait d'établir un régime municipal uniforme aux lieu et place d'un régime administratif aussi divers que possible.

Le règlement du 15 août 1787, qui vise spécialement notre province, dispose : « L'administration de Roussillon sera confiée à trois espèces d'Assemblées différentes :

(1) V. texte de cet édit à l'appendice.

(2) V. texte de ce règlement à l'appendice.

- « 1° Des assemblées municipales dans les villes et les paroisses;
- « 2° Deux assemblées de district : à Prades et à Perpignan;
- « 3° Une assemblée provinciale à Perpignan ».

LES ASSEMBLÉES MUNICIPALES :

a) *Formation.* — Les municipalités qui existaient déjà étaient conservées, le règlement ordonnait d'en élire dans les paroisses qui en étaient dépourvues.

Elles devaient comprendre :

3 membres si la paroisse comptait 100 feux;

6 membres si la paroisse comptait de 100 à 200 feux;

9 membres si la paroisse comptait plus de 200 feux.

L'élection devait se faire hors de la présence du seigneur et du curé, par l'assemblée des électeurs de la paroisse. Étaient électeurs, tous ceux qui payaient 10 livres ou plus d'impôt foncier ou personnel.

Était éligible, toute personne noble ou non noble âgée de 25 ans, domiciliée depuis 5 ans dans la paroisse et payant au moins 30 livres d'imposition.

Un syndic était chargé de faire exécuter les décisions de la municipalité. Il était élu pour 3 ans et pouvait être maintenu dans ses fonctions pendant 9 ans.

Par contre, et cela paraît singulier en Roussillon, où les hommes de valeur et de bonne volonté pouvaient se compter, le règlement stipulait que : « Nul membre de l'Assemblée municipale ne pouvait être réélu qu'après 2 ans d'intervalle ».

b) *Attributions.* — Ces municipalités n'étaient pas souveraines. Elles étaient tenues en tutelle par l'Assemblée de district, l'Assemblée provinciale et sa Commission intermédiaire, et le commissaire départi. A ce point de vue, elles diffèrent de nos Conseils municipaux dont les délibérations sont soumises seulement à l'approbation préfectorale.

Leur attribution essentielle était la répartition des impôts. Elle devait être faite les 2/3 des commissaires étant présents, mais par les seuls membres taillables de la paroisse.

Des obligations moins importantes leur incombaient, relatives notamment à la conservation et aux réparations des immeubles communaux. Pour les constructions neuves reconnues d'utilité générale

par l'Assemblée provinciale, elles ne devaient être à la charge des paroisses que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par le Roi. L'excédent était réparti par l'Assemblée du district sur toutes les paroisses qui le composaient.

Dans tous les cas, les délibérations des municipalités étaient adressées pour avis, à l'Assemblée de district, qui les transmettait à la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale

LES ASSEMBLÉES DE DISTRICT.

Composition. — Elles étaient au nombre de deux : une pour le district ou viguerie du Roussillon, l'autre, pour celui de Conflent et Cerdagne. La première comprenait 16 membres et l'autre, 12. Détail intéressant : pour un représentant du clergé et de 1 de la noblesse, il y en avait 2 du tiers état. Ils devaient obligatoirement avoir appartenu à une assemblée municipale.

Les membres nommés par le roi à l'Assemblée provinciale élisaient la moitié des membres de l'Assemblée du district; ceux-ci se complétaient eux-mêmes.

Le président était d'abord à la nomination du roi pour 4 ans; après ce temps, le roi devait choisir entre 2 nobles et 2 ecclésiastiques présentés par l'Assemblée.

Les 2 syndics devaient être désignés, un parmi les 2 ordres privilégiés, l'autre dans le tiers état.

Pendant l'intervalle des sessions de l'Assemblée, une Commission intermédiaire composée de 1 représentant de la noblesse, 1 du clergé et 2 du tiers Etat était chargée, avec les syndics, de régler toutes les affaires. Ces commissaires devaient rester 3 ans en charge, après quoi il en sortait un chaque année, d'abord par tirage au sort, ensuite par ancienneté.

Attributions. — Les Assemblées de districts sont le trait d'union, l'intermédiaire obligé, « le lien de correspondance entre les Assemblées municipales et l'Assemblée provinciale », elles transmettent à celle-ci les délibérations des communautés et c'est, par leur office, que les assemblées municipales reçoivent les décisions qui les concernent.

En outre, et elles font songer en ceci aux Conseils d'arrondissement

actuels, elles ont un organe de répartition entre les communautés, des impositions ordonnées par le Roi.

Enfin, elles ont la charge des travaux publics à effectuer dans le district, et il leur incombe en particulier de procéder aux adjudications.

L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE.

Composition. — Celle qui se réunit pour la première fois le 20 octobre 1787 comprenait : l'évêque d'Elne, président, et 13 personnes nommées par le roi (3 ecclésiastiques, 4 seigneurs laïques, 6 délégués du Tiers-Etat). Ainsi constituée, elle forma une Assemblée préliminaire qui se compléta elle-même par l'élection de 14 autres membres. De plus, elle devait choisir deux syndics, 1 greffier et les membres de la Commission intermédiaire. Il était permis d'appartenir à la fois à l'Assemblée provinciale et à une Assemblée de district.

Le président était nommé par le Roi.

Fonctions. — Elles sont déterminées par le règlement du 5 août 1787 qui dispose : « Toutes les sommes nécessaires pour faire le fonds des indemnités ou décharges générales ou particulières, pour les frais d'administration, pour la construction et l'entretien des routes, ouvrages d'art et canaux de navigation dans l'étendue de la province et, en général, pour toutes les dépenses à la charge, soit de la province entière, soit de quelqu'une de ses parties, seront délibérées chaque année par l'Assemblée provinciale, qui en proposera au Conseil, par la voie du commissaire départi, à l'effet de recevoir l'autorisation du Roi, s'il y a lieu ».

« L'Assemblée provinciale ou la Commission intermédiaire répartissent ensuite les sommes fixées par l'état approuvé, entre les Assemblées de district, qui établissent la quote-part de chaque communauté ».

« Les demandes en décharge ou indemnités formées par les particuliers doivent être portées devant l'Assemblée municipale qui les transmet avec avis à l'Assemblée de district. Les réclamations des paroisses sont adressées à l'Assemblée de district et de là, à l'Assemblée provinciale. Celle-ci arrête tous les comptes financiers de la province, aussi bien ceux des 2 autres Assemblées, que les siens propres ».

RAPPORT DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE ET DE L'INTENDANT

Ainsi donc, la nouvelle organisation enlevait à l'intendant une partie de ses attributions pour les remettre à l'Assemblée provinciale. Par conséquent, il convenait de préciser, pour éviter tout conflit, les prérogatives respectives de chacune de ces institutions. Le règlement cité plus haut l'a essayé dans les dispositions suivantes : « L'Intendant remplit auprès de l'Assemblée les fonctions de commissaire départi du roi; aucune délibération ne peut être prise par l'Assemblée avant qu'il en ait fait l'ouverture; il fait connaître aux députés les intentions de Sa Majesté et prononce la clôture de la session, le trentième jour ou plus tôt, s'il en est requis par l'Assemblée.

L'Assemblée correspond pendant la tenue des séances avec le Contrôleur Général des Finances. Une copie des procès-verbaux est envoyée par le Président au ministre et une autre au commissaire départi ».

Après la clôture de la session, il était établi un compte-rendu général des délibérations en 3 exemplaires adressés au Contrôleur général, au secrétaire d'Etat de la province et à l'intendant. Chacun de ces magistrats avait le droit de présenter les observations qu'il jugeait utiles. De même, chaque Commission intermédiaire était tenue d'envoyer dans les huit jours une copie des procès-verbaux de ses séances. Les procureurs-syndics, le greffier avaient pour instructions de donner dans le plus bref délai possible tous les renseignements réclamés par le commissaire départi; celui-ci était d'ailleurs astreint à la même obligation vis-à-vis de l'Assemblée provinciale. Il était en outre chargé de tout le contentieux concernant l'administration; il procédait seul à l'adjudication, à la direction et à la réception des travaux exécutés sur les seuls fonds de Sa Majesté. Si, au contraire, la province participait à la dépense, c'est à la Commission intermédiaire, sous la présidence de l'Intendant, qu'incombaient ces opérations.

La Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale, présidée par l'Intendant, devait recevoir les états détaillés des impositions faites sur chaque ville et chaque communauté, ainsi que l'état justificatif des dépenses faites par chaque collecteur, sur les fonds imposés pour les charges de la province. Les syndics lui présentaient, sur ces divers objets, des rapports qu'elle avait pour mission de vérifier.

D'après cette analyse sommaire de l'édit du 15 août 1787, on peut se rendre compte qu'il introduisait dans le Roussillon deux innovations essentielles : 1^o Il faisait passer aux Assemblées les principales attributions que les agents du Roi avaient exercées jusqu'alors; 2^o Il prescrivait la formation des municipalités sur un modèle uniforme. Le Roi en somme, appelait ses sujets à concourir à l'administration de la province. L'Intendant voyait ses fonctions singulièrement réduites. Elles se bornaient « à la correspondance ministérielle pour tous les objets qui étaient attribués aux Assemblées et qui devaient lui être communiqués comme commissaire du Roi, à ce qui regardait la marine, au détail des bois dont il avait l'administration et au contentieux de toutes les attributions » (1).

Sur le deuxième point, il est à remarquer que la grande influence des viguiers sur les communautés était atteinte par la nouvelle organisation. On peut s'expliquer ainsi des rancunes et des mouvements d'amour-propre froissé, qui devaient se coaliser contre la réforme.

Cet inconvénient n'était pas le seul. La nouvelle administration aurait gagné à ce qu'il y eût à la tête des municipalités des personnes instruites, intègres, ayant au plus haut point le souci et l'amour de la chose publique. Malheureusement il n'en fut rien. Le règlement de 1787 ordonnait le maintien des municipalités existantes et prescrivait d'en élire seulement là où elles étaient absentes. Le Conseil Souverain, au moment d'enregistrer l'édit de création des Assemblées provinciales, avait fait à ce sujet des représentations au Roi. Il s'exprimait en ces termes : « Des citoyens distingués par leur naissance, par leurs lumières, par leur patrimoine n'entraient pas dans la composition des corps municipaux; dans cet état, si les Assemblées provinciales de district et de communauté sont élémentaires les unes des autres, il est impossible que l'Assemblée provinciale puisse présenter le vœu de la province, ni remplir à la satisfaction du dit Seigneur Roy les fonctions de cette partie de l'administration qu'il vient de leur confier » (2).

L'Intendant, dans une lettre au Contrôleur Général, formulait une opinion analogue. Mais aucun de ces sages avis ne fut entendu des Ministres.

(1) Compte de M. de St.-Sauveur p. 119.

(2) C. 2, 103.

Enfin, la subordination des Assemblées les unes aux autres était une conception moins heureuse qu'originale. D'une manière générale, les Assemblées n'aiment pas voir leurs délibérations soumises au contrôle d'une autre Assemblée. En particulier, les municipalités subissaient avec impatience la tutelle de l'Intendant; elles devaient répugner davantage encore à celle de leurs compatriotes pour de mesquines raisons de vanité, ou de jalousie personnelles, condamnables sans doute, mais très humaines cependant.

En définitive, toutes ces difficultés auraient été facilement résolues si les deux pouvoirs investis désormais de l'administration de la province ne fussent entrés presque immédiatement en rivalité manifeste; d'un côté l'Intendant, mêlé à toutes les affaires, juge de tout le contentieux, homologuant les délibérations des Assemblées qui ne pouvaient rien sans son concours; d'autre part, la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale, jalouse de ses prérogatives, exerçant vis-à-vis de l'Intendant une surveillance défiante et cependant, n'ayant aucun moyen de donner, sans son assentiment, force exécutoire à ses décisions. De là des désaccords, des tiraillements, des manifestations de mauvaise volonté réciproques; viguiers et municipalités s'entendant contre les Assemblées; l'Intendant en conflit d'attribution avec les députés et leur refusant son concours; tous ces désirs mal dissimulés de faire échouer la réforme royale, aboutirent en Roussillon, à une véritable anarchie administrative, à la veille de la Révolution.

CHAPITRE II

L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DEVANT L'OPINION

Si on se reporte aux indications données dans l'introduction à cette étude et relatives à l'organisation politique du Roussillon avant sa réunion à la France, il semblerait que la création d'une Assemblée provinciale dût être accueillie avec une particulière faveur dans cette province. Cette institution n'était-elle pas en effet une sorte de résurrection des anciens Etats Généraux de Catalogne, des Corts représentant le pouvoir législatif? Et la Commission intermédiaire ne fait-elle pas songer à la Diputacio dont il a été parlé plus haut? ⁽¹⁾

Si l'on en croit un mémoire anonyme paru en 1788, la disparition de ces organismes représentatifs n'était pas sans avoir laissé quelque amertume. « Le Roussillon ayant été séparé de la Catalogne et réuni à la France, n'a pas eu d'Etats particuliers; tous les règlements relatifs à cette ancienne forme sont devenus inutiles; toutes les parties de l'administration ont été confiées à un Intendant; l'*arbitraire* a pris la place de la règle »⁽²⁾. Et l'auteur appelle de tous ses vœux la création d'une Assemblée provinciale.

L'édit de 1787 devait donc lui donner pleinement satisfaction ainsi qu'à tous ceux qui pensaient comme lui.

Nous ne le croyons pas. « Il y avait en effet, bien loin de l'organisation nouvelle à celle que regrettait l'auteur. La réforme administrative émanait de la seule volonté royale. C'était une faveur faite à la province et qu'elle devait s'attacher à mériter; une création nouvelle qui pouvait faire songer aux anciens Etats, mais qui ne puisait nullement dans ceux-ci son origine. Le Roi, confiant dans ses sujets, se dépouillait à leur profit d'une partie de l'autorité qu'il exerçait par

(1) V. introduction,

(2) C. 2.114,

son représentant direct; c'était une concession qu'il faisait, non un pacte qu'il signait, encore moins des institutions et des droits disparus qu'il tentait de faire revivre » (1).

On pouvait donc, à bon droit, craindre que le Roussillon, à l'exemple d'autres généralités, ne repoussât la réforme royale pour réclamer ses anciens Etats. En effet, cette province réunie à la France depuis seulement un peu plus d'un siècle, en rapports réguliers avec l'Espagne, gardant toujours vivaces son ancienne nationalité, sa langue, ses mœurs devait, semble-t-il, protester plus haut que toute autre contre un établissement qui ignorait et proscrivait ses anciennes institutions. Il n'en fut cependant rien. Et si la Franche-Comté, le Dauphiné, la Normandie s'insurgèrent en faveur de leurs Assemblées d'avant la royauté absolue, en Roussillon, « pas une voix ne s'éleva pour sauvegarder l'ancienne constitution et réclamer les Corts, gardiennes des libertés nationales » (2).

Il y eut à cela deux causes : 1° La docilité du Conseil Souverain; 2° L'indifférence des populations. Dans sa séance du 27 août 1787, le Conseil Souverain enregistra l'édit de création donné à Versailles en juin 1787. Il aurait pu en cette circonstance imiter certains Parlements et élever des protestations, articuler des remontrances. Il se confina dans un mutisme obstiné, sans oser même faire une allusion aux anciennes institutions provinciales. Et, pourtant, il était composé de gens du pays, disposés à prendre la défense de ses intérêts, animés des mêmes désirs et du même esprit que leurs compatriotes roussillonnais. Voilà pourquoi, les magistrats, gardiens des droits, des traditions, n'ayant pas élevé la voix, tout le monde imita leur silence.

D'ailleurs, les habitants du Roussillon dont on citait l'attachement inébranlable à leurs privilèges, étaient plus détachés des institutions d'autrefois qu'ils ne le pensaient. Sans doute, il y avait encore des survivances de cette époque lointaine, telles que les battles, les viguiers, les antiques municipalités « dans leur extrême diversité », leurs vieilles formes d'élections, leurs magistrats, les consuls avec leurs costumes d'apparat. Mais de l'administration du principat, il ne restait que des formes et des noms; l'esprit, la fière indépendance municipale de jadis, n'étaient plus que de glorieux souvenirs.

(1) M. Sellier ouv. cité p. 286.

(2) M. Sellier ouv. cité p. 291,

En effet. Depuis le traité des Pyrénées. « l'Intendant a la haute main sur toute l'administration; les viguiers sont ses subdélégués, les consuls doivent être agréés par lui et ne peuvent rien sans lui » (1). Cette évolution s'est faite lentement, sans heurts ni révoltes. Le Roussillon est entré insensiblement dans l'unité française, et la centralisation monarchique a fait disparaître ce qui différenciait les provinces les unes des autres. A l'intérieur même de la province, la Noblesse est divisée, le clergé timide et le Tiers Etat ignorant et peu enclin aux revendications. Aussi, tout le monde s'incline à l'exemple du Conseil Souverain et accueille sans récriminations ni enthousiasme, la création de l'Assemblée provinciale.

La majorité des gens n'eussent été sensibles qu'à la diminution immédiate des impôts et à leur meilleure répartition par la suppression des exemptions.

Un petit nombre, plus éclairé, attendait de la réforme royale un remède aux maux dont souffrait la province; barrières douanières vers la France, inondations fréquentes, mévente des vins, commerce paralysé par de multiples droits. Ils pensaient que l'Assemblée provinciale composée d'hommes du pays, connaissant ses ressources et ses besoins, serait capable d'améliorer la situation.

Cela eût été possible peut-être, si les agents royaux avaient apporté à la nouvelle institution un concours loyal. Mais c'était demander beaucoup. Les Intendants en particulier, partisans convaincus et instruments fidèles de l'absolutisme royal, étaient diminués dans leurs attributions et blessés dans leur amour-propre par la réforme. Par intérêt, par orgueil, par routine peut-être, ils restaient attachés à l'ancien état des choses. Aussi, firent-ils, avec la complicité du ministère, les uns une résistance ouverte, les autres une guerre sournoise, aux Assemblées qu'ils devaient aider.

En particulier, dans le Roussillon, M. de St-Sauveur, qui y remplit les fonctions d'intendant et son subdélégué, M. de Poeydavant, ont exprimé sur les Assemblées provinciales leur opinion en toute franchise.

Le compte-rendu (2) du premier et le Mémoire du deuxième, nous

(1) Ouv. cité M. Sellier p. 298.

(2) Compte de M. de St.-Sauveur ouv. cité,

donnent une idée de la nature des relations qui s'établirent entre eux et les nouvelles Assemblées.

M. Poeydavant, que nous citons d'abord, commence par attaquer ouvertement la réforme avant même sa réalisation. Il s'attache à prouver que le Roi n'a rien à y gagner, que d'ailleurs « tout n'est pas à louer dans l'administration des pays d'Etats dont on veut rapprocher les nouveaux établissements, qu'enfin le gouvernement des Intendants a donné dans le Roussillon les meilleurs résultats ⁽¹⁾. Les formes courtoises dont il enveloppe sa pensée n'enlèvent rien à la vivacité de sa critique. Il formule avec précision, les raisons qui poussent le Roi à regarder les pays d'Etats comme avantageux, au monarque d'abord, à ses sujets ensuite. Le premier y trouve son compte en ce que ces pays « répondent de l'exactitude du paiement des impositions, qu'ils facilitent les abonnements; ils ajoutent au crédit de l'Etat le secours de leur crédit particulier et rendent ainsi moins onéreuses les opérations de finances... » ⁽¹⁾.

Ce régime favorise également les sujets, en ce qu'ils sont « en possession du droit précieux de répartir l'impôt, que des abonnements leur sont plus avantageux que les perceptions par voie de régie, que les provinces économisent beaucoup sur les frais... » ⁽¹⁾.

Mais ces raisons qui ont déterminé Sa Majesté ne sont-elles pas sujettes à caution? M. Poeydavant pense que si. Voici les objections qu'il articule à leur rencontre :

« Les recouvrements ne sont plus faciles dans les pays d'Etats que si ceux-ci sont plus riches; si la rentrée des impôts se fait trop lentement dans les pays d'élection, Sa Majesté traite avec les receveurs généraux; dans les pays d'Etats, la province accorde pareillement un droit d'avance à son trésorier, ce qui revient au même. Quant aux abonnements, ils dépendent toujours de la volonté du Roi, les provinces préférant le paiement d'une somme fixe. »

« Enfin, si le crédit des provinces régies par une constitution propre et pour ainsi dire individuelle, tourne à l'avantage de l'Etat et favorise ses opérations financières, il semble bien que ce ne soit pas l'ouvrage d'un seul jour. Accordera-t-on le même crédit aux administrations provinciales nouvellement créées, qu'aux vieux établissements, nés en

(1) Poeydavant p. 294 et 295.

quelque sorte avec la monarchie et dont la durée doit, selon l'opinion commune, être aussi durable que la sienne? » L'autorité qui crée les Assemblées provinciales peut les supprimer à chaque instant; comment pourraient-elles servir à préparer de nouvelles ressources au royaume en prenant des engagements à long terme?

« Enfin, n'entend-on pas souvent parler d'ailleurs des dépenses exagérées que font les Assemblées d'Etats pour leur tenue « pour les traitements des chefs de la province, pour les gratifications, les encouragements, etc.? Cela ne tourne point au soulagement du peuple ». (1)

M. Poeydavant appréhende aussi l'affaiblissement du pouvoir royal. Il se demande si Sa Majesté ne redoute point de créer une nouvelle puissance capable d'abuser « de ses bontés, pour lui opposer, dans les besoins pressants de l'Etat, ou des difficultés ou même une résistance dangereuse? »

Après ces arguments d'ordre général et théorique, le subdélégué examine les obstacles que la réforme trouvera devant elle en Roussillon. Ils se rapportent principalement à la composition des Assemblées et au choix de leurs membres.

1° Le clergé risque d'être détourné de ses devoirs purement religieux, si on le fait participer à l'administration civile. L'évêque, qui a la charge de la présidence des Assemblées et de la direction des bureaux, aura-t-il toujours les qualités requises pour une tâche semblable?

Enfin, le clergé, en général, à cause des immunités fiscales dont il jouit (exemptions de l'impôt ordinaire, contributions modérées aux vingtièmes, à la capitation), ne semble pas avoir un intérêt bien marqué à l'administration de la province.

2° La noblesse a une part plus grande aux charges publiques, car elle paye la capitation, les vingtièmes; elle paraît plus indiquée que le clergé pour concourir à l'exécution de la nouvelle réforme. Mais n'est-il pas à craindre que, si on établit un cadastre pour obtenir une plus équitable répartition des impôts fonciers, on se heurte au mauvais vouloir et à la résistance des nobles au sein même des Assemblées dont ils feront partie?

(1) Poeydavant ouv. cité p. 427,

3° Quant aux représentants du Tiers-Etat, on peut suspecter leur ignorance, leur indifférence à la chose publique, leur incapacité : dès lors peut-on compter sur eux pour améliorer la situation actuellement existante ?

4° Enfin, M. Poeydavant clôt sa critique de la nouvelle institution, en observant qu'il n'en résultera aucune économie pour le Trésor public ni pour les finances provinciales; qu'au surplus, les améliorations que l'on serait en droit d'en attendre relativement aux sciences, aux arts et à l'agriculture, se heurteraient à la répugnance des habitants pour toute innovation.

M. de Saint-Sauveur s'exprime sur ce sujet d'une manière à peu près analogue. Il déclare assez ingénument avoir été « mortifié de se voir dépouillé de ce qui le flattait le plus », la conduite de l'administration.

Il laisse notamment échapper un aveu qui montre assez nettement le caractère de ses rapports avec l'Assemblée : « J'ai été souvent fatigué des défiances que les principaux de l'Assemblée provinciale me montraient, non pas à mon égard personnellement, mais à l'égard de mes subdélégués et de mes bureaux; j'en étais mortifié..... » (1).

La vérité est qu'il entra en conflit, surtout avec la Commission intermédiaire, qui connut d'ailleurs d'autres difficultés : « Conflit d'attributions entre les deux pouvoirs, refus de renseignements de la part des bureaux, mauvais vouloir des agents du roi. Les officiers municipaux profitaient du désordre pour n'obéir à personne; les viguiers soutenaient les municipalités; ces agents avaient demandé à être admis à l'Assemblée provinciale pour y remplir des fonctions qu'ils prétendaient inhérentes à leurs charges; les procureurs-syndics avaient rompu cette prétention; les viguiers se vengeaient ». (2)

Il apparaît nettement d'après ces témoignages, que l'Assemblée provinciale connut des heures pénibles et eut à lutter contre des obstacles que le pouvoir central ne chercha pas à lui éviter. Ses efforts n'en ont été que plus méritoires : Les pages qui vont suivre, où nous allons analyser les travaux de l'Assemblée provinciale, apporteront sur ce point quelques précisions.

(1) Compte de l'admin. de M. de St.-Sauveur ouv. cité p. 118.

(2) M. Sellier ouv. cité p. 317.

CHAPITRE III

COMMENT L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE ET LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE INTERVIENNENT DANS L'ADMINISTRATION

a) *L'Assemblée préliminaire.* — L'Assemblée préliminaire du Roussillon ⁽¹⁾ se réunit à Perpignan au palais épiscopal le 20 octobre 1787. Elle comprenait 14 membres nommés par le Roi : l'évêque d'Elne président, 3 membres choisis parmi les ecclésiastiques : l'abbé Monteils, vicaire général du diocèse; don Luis de Campredon, grand sacristain de l'abbaye de Saint-Michel-de-Cuxa, don de Gispert, prieur de l'abbaye d'Arles, — 4 membres pris parmi les seigneurs laïques; le marquis d'Aguilar, le marquis don Joseph d'Oms, le baron d'Ortaffa, don Juan de Çagarriga; — 6 représentants du Tiers-Etat : MM. Bonaure, consul de Perpignan, Vilar, bayle de Prades, Méric, négociant à Collioure, Planes, propriétaire à Saint-Sauveur; — Morens, propriétaire à Err, Carbonnell, propriétaire à Marquixanes.

L'Intendant, M. de Saint-Sauveur, assistait à la réunion. Conformément au règlement du 15 août 1787, on procéda aux nominations suivantes :

1° Deux procureurs syndics pour la noblesse : don Raymond de Mathieu-Bou et de Villenouvette; un pour le tiers état, M. de Lluçia.

2° Un secrétaire-greffier, Thomas Ramon Ruffat;

3° Quatre députés pour former la Commission intermédiaire; pour la noblesse, Jean de Çagarriga, pour le clergé, l'abbé Eychenne; pour le tiers état, M. Belmas et M. Joseph Sanyas-Castello;

4° Quatorze membres qui devaient compléter l'Assemblée provinciale;

5° Les députés qui devaient former, avec les Présidents nommés par le roi, les deux Assemblées de district.

(1) V. Deuxième partie.

L'Assemblée provinciale complète devait tenir sa première session le 15 décembre.

Enfin, avant de se séparer, l'Assemblée préliminaire traça le programme des travaux de la Commission intermédiaire, savoir :

1° Etablir la situation des chemins et travaux publics à la charge de la province;

2° Dresser un état des ateliers de charité;

3° Dresser un état des fonds affectés au Dépôt de mendicité;

4° Préparer la situation détaillée des paroisses et communautés de la province;

5° Recueillir tous les renseignements utiles à la répartition des impôts.

Le 22 octobre, l'Assemblée se sépara après avoir accompli la mission prescrite par le règlement.

b) *La Commission intermédiaire.* — *Son rôle :* 22 octobre. — 4 décembre 1787.

L'histoire de la Commission intermédiaire comme d'ailleurs de l'Assemblée provinciale, est surtout celle du rôle joué par les procureurs-syndics. Leurs attributions fixées par l'édit du 15 août 1787 leur donnaient une importance de premier ordre : 1° Ils correspondaient avec le pouvoir central et avec l'intendant; 2° Ils se renseignaient sur tous les objets soumis aux délibérations de l'Assemblée, sur lesquels ils étaient tenus de fournir des rapports précis; 3° Ils prenaient même souvent l'initiative des projets à étudier ou à réaliser.

Un de ces agents, Lluçia, procureur-syndic pour le Tiers-Etat, a laissé dans l'histoire du Roussillon la réputation d'un réformateur ardent, d'un homme actif, d'initiative hardie, soucieux de remplir son mandat, et peu enclin à se laisser intimider par les représentants du pouvoir royal. Il entra bientôt en lutte avec l'intendant, M. de Saint-Sauveur, à propos d'une sorte de conflit d'attribution sur les deux objets suivants : le Dépôt de mendicité et les ateliers de charité.

Le premier de ces établissements avait été créé à Perpignan pour réduire la mendicité. C'était un local, d'ailleurs très défectueux, où l'on enfermait les mendiants; il était placé sous l'autorité immédiate de l'Intendant.

Les ateliers de charité étaient une institution de Turgot remontant à 1775, dont l'objet était de répandre dans tous les cantons, des moyens de subsistance en y procurant du travail et de vivifier les campagnes en rendant les chemins vicinaux praticables.

Par l'organe de Llucia, les procureurs-syndics revendiquaient leurs droits à l'administration de ces deux organismes et établirent leurs prétentions sur des arguments très solides : le premier, d'ordre juridique, rappelle que le Dépôt de mendicité doit être du ressort de l'Assemblée provinciale, car ce sont des impositions fournies par la province qui alimentent une partie de ses ressources (art. 2 du règlement du 15 août ⁽¹⁾).

Le deuxième argument se fondait sur l'intérêt général : le Dépôt de mendicité était mal administré, le local insuffisant et malsain ; l'Assemblée se chargerait d'améliorer tout cela et même de faire des économies.

Pour ce qui est des ateliers de charité, les procureurs-syndics raisonnent ainsi : ou bien ce sont des moyens de secourir les indigents, et alors ils peuvent être assimilés aux dépôts de mendicité qui ressortissent évidemment à l'Assemblée provinciale ; ou bien, ce sont des entreprises d'entretien et de construction de routes, auquel cas ils appartiennent encore à l'Assemblée qui a la charge des chemins de la province.

Enfin, les syndics terminaient en invoquant la connaissance très précise que les députés avaient des besoins locaux.

Le Contrôleur Général des Finances, à qui étaient adressées leurs réclamations, trancha le conflit et attribuant à l'Intendant la direction du Dépôt de mendicité comme se rapportant à ses droits de police générale, et laissa aux Assemblées le soin des ateliers de charité.

Ces deux points de détail confirment assez bien ce que nous avons dit plus haut, des rapports entre les anciens et les nouveaux pouvoirs. Ils nous montrent aussi, avec quel souci, quelle conscience, on pourrait même dire quelle jalousie de leurs prérogatives, les hommes appelés au gouvernement de la province entendaient remplir leurs obligations.

(1) « Toutes les dépenses relatives aux charges locales assises sur les fonds de la province seront acquittées sur les seuls mandats de l'Assemblée provinciale ».

ASSEMBLÉE PROVINCIALE COMPLÈTE

15 DÉCEMBRE 1787-19 JANVIER 1788

L'Assemblée provinciale complète se réunit le 15 décembre 1787 à l'évêché de Perpignan. Elle comprenait l'évêque d'Elne, Monseigneur d'Agay président, les 13 membres de l'Assemblée préliminaire nommés par le Roi et que nous avons cités plus haut et 14 nouveaux membres élus par ces derniers : c'étaient pour le clergé, M. l'abbé Mauran, curé de Rodès; M. Pierre Llanes, curé d'Ur; M. l'abbé Eychenne, promoteur du diocèse; pour la noblesse, don François d'Anglade d'Oms, don Antoine de Travy, le comte de Saint-Féliu. Pour le tiers état :

MM. Belmas de Perpignan;

Joseph Sanyas-Castello, propriétaire à Saint-Laurent-de-la-Salanque;

Ballessa, propriétaire à Vinça;

Delcasso, propriétaire à La Cabanasse;

Corsinos, propriétaire à Mosset;

Jaubert, propriétaire à Passa;

Bach, propriétaire à Millas;

Parès Sylvestre, de Prats-de-Mollo ⁽¹⁾.

En face de la nouvelle Assemblée, les représentants de l'ancienne administration royale étaient : le gouverneur maréchal duc de Noailles, le commandant de la province comte de Mailly et l'intendant M. de Saint-Sauveur.

Les 2 premiers ne devaient pas assister aux réunions. La première séance fut de pure forme.

L'Intendant déclara la session ouverte et se retira après avoir entendu un discours de l'évêque d'Elne, président. Les procureurs-syndics donnèrent aux députés quelques conseils généraux où se manifestait leur ardeur réformatrice à la fois prudente et hardie. Le 16 décembre, les travaux commencèrent réellement. L'Intendant vint communiquer les instructions de Sa Majesté et l'Assemblée forma ses bureaux :

(1) Registre des dél. Arch. (P.-O.) C, 2.103.

- 1 pour l'impôt;
- 1 pour les fonds et la comptabilité;
- 1 pour les travaux publics;
- 1 pour l'agriculture, le commerce et le bien public.

Bureau de l'impôt.

a) La première question qui sollicita l'attention de l'Assemblée provinciale du Roussillon, comme d'ailleurs de ses pareilles en France, fut celle des impôts. Dans les instructions lues par l'Intendant, le Roi annonçait un renforcement des vingtièmes. C'était une manière de taxe sur toutes les espèces de revenus dont le taux, primitivement de 1/10 était devenu en 1749, 1/20, puis 2/20 en 1756 et 3/20 en 1760.

Beaucoup de contribuables s'étaient procuré des exemptions; le Roi voulait obliger tout le monde à payer son dû. Et comme le Roussillon était abonné à cet impôt pour une somme de 311.240 livres, il devait résulter des nouvelles mesures une augmentation de l'abonnement d'environ 120.000 livres.

Le bureau de l'impôt et les procureurs-syndics présentèrent à l'Assemblée, qui les adopta, des rapports pour protester contre les prétentions de l'administration royale. Ils démontraient d'abord, que les agents des finances s'étaient trompés, volontairement ou non, dans leurs calculs. Surtout, ils excipèrent de la triste situation de la province, incapable de supporter le nouvel effort fiscal qu'on lui demandait.

Ils firent état, notamment, du peu d'importance de l'industrie et du commerce en Roussillon, ce qui fait retomber tout le poids des impôts sur les agriculteurs; de la misère des terres ravagées par des inondations en 1763, 1766, 1777; des hauts prix des denrées, en un mot de la difficulté de vivre qui oblige des familles entières, à émigrer en Espagne, etc.

Enfin, l'Assemblée consentait une augmentation annuelle de 20.000 livres.

Le bureau de l'impôt elabora aussi un projet de règlement pour « établir une nouvelle forme dans la perception des deniers » (1). Il demandait 3 choses qui constituaient une refonte totale de la levée des impôts, destinée surtout à alléger le contribuable :

(1) Reg. dél. p. 156.

1° La suppression des garnisaires « surcharge d'impuissance et de misère pour le bas-peuple » (1);

2° La suppression des moyens trop rigoureux employés par les collecteurs, tels que le commandement, la saisie et la vente;

3° Le choix d'époques différentes selon les régions pour la perception des impôts. Dans la montagne, c'est-à-dire en Cerdagne, Capcir, arrondissements d'Olette et d'Arles, où la moisson a lieu très tard, le recouvrement devrait attendre dès après cette époque; dans la plaine, Conflent, Vallespir, Roussillon, il pourrait avoir lieu trois mois plus tôt.

D'ailleurs, sur ces divers points l'Assemblée laissait à sa Commission intermédiaire le soin d'obtenir toutes améliorations utiles.

Bureau des fonds et de la comptabilité. — On est tout étonné en lisant le rapport de ce bureau au registre des délibérations, de constater qu'il est surtout une critique de la formation et de l'administration des municipalités et que le contenu répond au titre d'une manière plutôt lointaine. Mais il est intéressant, car il montre le souci de l'Assemblée provinciale de faire sentir son action dans toutes les branches de l'organisation administrative.

Il constate d'abord avec regret que les Assemblées municipales de la province ne sont pas conformes au règlement du 15 août.

« Toutes les villes, bourgs et même la plupart des villages ont une communauté d'habitants avec ses chefs, les consuls; mais, toutes les affaires y sont délibérées par les habitants assemblés, ce qu'on appelle Conseil général... en particulier la répartition des impositions » (2). Cela constitue « une cohue tumultueuse ».

Le bureau élaborait un projet dont l'idée essentielle était la discrimination des fonctions des consuls et des Assemblées communales; les premiers conservaient leurs pouvoirs de police; de nouvelles municipalités établies d'après le règlement du 15 août auraient la charge de la répartition et de la perception des impôts, des réparations et constructions des édifices communaux, etc.

Une autre disposition du rapport vise les syndics des municipalités : elle constate leur peu d'autorité et leur ignorance dans un grand

(1) Reg. dél. p. 156.

(2) Registre délib. p. 106.

nombre de cas. Montrant une connaissance très exacte des réalités, le Bureau demande la modification de l'art. 8 du règlement du 15 août qui permettrait aux curés d'assister aux Assemblées et de les éclairer de leurs conseils.

Toutes ces remarques du bureau des fonds et de la comptabilité sont de sens très sûr et témoignent d'une conscience très nette des vices de l'ancienne et de la nouvelle organisation.

Bureau des travaux publics. — Dans son rapport, se marque aussi très vivement le désir d'aboutir à des résultats pratiques et d'approprier les ressources dont il dispose, à la tâche à accomplir, qui est grande. Il émet modestement le principe qu'il faut « s'en tenir à conserver ce qui est fait, restaurer ce qui périclite et marcher lentement vers la perfection, que le temps seul ou des secours inattendus, peuvent amener » (1).

La première partie de ce rapport est la pénible constatation de ce qui est : chemins dégradés par les torrents, chaussées entamées par les ravins ou percées par les rivières, ponts détruits par les inondations, etc.

Les travaux en voie d'exécution étaient : la digue Orry pour emprisonner le cours de la Tet, le canal de la Basse pour dériver le trop-plein du fleuve, le pont sur l'Agly, etc.

Quant aux constructions à entreprendre, deux sont signalées comme particulièrement urgentes : plusieurs ponts sur la route d'Espagne par Montlouis, et l'amélioration du port de Port-Vendres, car les « vaisseaux du Roi depuis Toulon jusque bien avant dans l'Espagne ne peuvent espérer d'autre asile » (2).

Pour mener à bonne fin toutes ces entreprises, dont le coût était estimé à 2 millions, la province ne disposait de 75.000 livres de secours du Roi, 179.000 livres de ressources normales, plus 39.000 livres provenant du rachat des corvées (3).

(1) Registre délib. p. 90 ouv. cité.

(2) Reg. dél. p. 86 ouv. cité.

(3) La corvée avait été un des meilleurs moyens pour l'entretien et la construction des routes; depuis 1786 elle avait été convertie en une prestation en argent qui ne devait jamais excéder les 3/5 de la capitation. En réalité elle avait varié entre 1/5 et 2/5. L'Intendant voulait la porter à son maximum, mais l'Assemblée protesta vigoureusement. Elle chercha une compensation dans une demande de secours au Roi.

Sagement, le bureau propose d'utiliser ces ressources, bien modestes sans doute, le plus judicieusement possible.

Il envisage d'ailleurs un contrôle sévère sur les agents des ponts et chaussées pour réduire leurs frais, qui paraissent trop élevés; il décide de multiplier le nombre des concurrents en morcelant les adjudications, et d'une manière générale, de rechercher tous les abus et préjudices causés aux fonds publics dans l'établissement des devis ou l'exécution des travaux.

L'Assemblée fait siennes toutes ces propositions.

Bureau de l'agriculture, commerce et bien public. — Le rapport de ce bureau contient surtout des renseignements intéressants sur la situation économique du Roussillon. On voit cependant s'y manifester le désir de l'Assemblée d'apporter, par voie administrative, des améliorations à cette situation. Nous y relevons notamment :

1° Au point de vue agricole, l'application stricte de l'édit qui défend le déboisement cause de beaucoup d'inondations; — la suppression du droit sur les huiles dont l'établissement a nui à la multiplication des oliviers; — la construction de nouveaux canaux d'arrosage.

2° Au point de vue du commerce, les commissaires font entendre des doléances qui sont de la plus brûlante actualité. Ils réclament d'une part, l'élévation du droit d'entrée des vins d'Espagne qui concurrencent les vins du Roussillon; d'autre part, et pour remédier à la cherté de la viande, ils préconisent l'interdiction d'exportation en Espagne, des moutons de la province; mais, économistes plus orthodoxes que la plupart des commerçants d'aujourd'hui, ils ajoutent, à condition que « cette prohibition se concilie avec l'intérêt général du royaume » (1). L'histoire est un perpétuel recommencement...

Naturellement, l'Assemblée provinciale comme pour ceux des deux premiers bureaux, approuva les conclusions de ce rapport et se sépara le 19 janvier 1788 après avoir autorisé sa Commission intermédiaire, à agir « pour tout objet qui n'aurait point été prévu, cette résolution étant dictée par la confiance réciproque qui unit les divers membres de l'Assemblée »). (1)

(1) Reg. dél. p. 191 ouv. cité.

LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE (1)

La session de l'Assemblée provinciale avait duré exactement 34 jours, soit 4 jours de plus que ne le prévoyait le règlement. Elle ne devait plus se réunir et ses pouvoirs d'administration furent exercés par sa Commission intermédiaire, conformément à l'édit royal. Celle-ci manifesta une grande activité jusqu'au 30 juin 1790 date à laquelle elle céda la place à l'administration nouvelle issue des Etats généraux.

Jusqu'à cette date on peut diviser son histoire en 2 périodes. Du 19 janvier 1788 au 14 juillet 1789, elle se cantonne strictement dans le rôle qui lui est départi par l'édit de création des Assemblées provinciales. Après la prise de la Bastille, des troubles ayant éclaté à Perpignan et dans toute la province, l'Intendant dut prendre la fuite. La Commission étant dès lors le seul pouvoir régulier constitué, tout le soin de l'administration lui incombe. Elle se trouve, du fait des événements, investie d'un pouvoir extraordinaire.

PREMIÈRE PÉRIODE 19 JANVIER 1788-14 JUILLET 1789

Elle fut marquée par des difficultés sans nombre, venues surtout des municipalités et de l'Intendant. Celui-ci ne se voyait pas sans déplaisir enlever une partie de ses attributions; d'autre part, le contrôle permanent exercé sur ses actes par la Commission, le rendait quelque peu impatient.

Pour que le système des Assemblées provinciales pût fonctionner, il devait comporter, comme rouage essentiel, des municipalités organisées et sur le concours desquelles on pût absolument compter. Or, nous avons vu combien étaient défectueuses celles qui existaient avant l'édit du 15 août 1787. Par ailleurs, les nouvelles avaient très souvent été irrégulièrement formées, sans tenir compte des conditions de cens imposées par le règlement (10 livres d'imposition pour les électeurs, 30 livres pour les procureurs-syndics).

Il aurait fallu procéder à une refonte totale de ces Assemblées. La

(1) Nous rappelons que la Commission intermédiaire, qui était chargée de l'administration dans l'intervalle des sessions, se composait du Président, des 2 syndics et de 4 membres 1 pour le clergé 1 pour la noblesse 2 pour le tiers état. C'étaient l'évêque d'Elne, Çagarriga, l'abbé Eychenne, Boïmas, Sanyès-Castello et les 2 syndics : Llucia, Mathieu-Bou.

Commission s'en rendait compte et demanda vainement à Versailles une réforme dans ce sens.

En outre, la Commission se heurta au mauvais vouloir et à l'esprit d'insubordination de la plupart d'entre elles; ou bien elles ne répondaient pas aux demandes de renseignements, ou bien elles se refusaient à établir les rôles ou à opérer le recouvrement des impositions.

Leur mauvaise volonté était d'autant plus manifeste qu'elles étaient soutenues par les fonctionnaires royaux et par l'Intendant. En effet, M. de Saint-Sauveur, sollicité par les Procureurs-syndics de donner des ordres pour faire cesser l'obstination des municipalités, se renferme dans un mutisme et une inaction significatifs.

Ces sortes de conflits furent particulièrement aigus avec les communautés de Prades, d'Ille et de Villefranche-de-Conflent ⁽¹⁾. La Commission se vit obligée d'en appeler à Necker qui lui donna gain de cause. Mais de Brienne, dont le secret désir était de faire échouer la réforme des Assemblées provinciales, leur créa toutes sortes de difficultés. Malgré ces résistances, la Commission intermédiaire ne se découragea point et mit toute son énergie à faire exécuter les décisions de l'Assemblée provinciale.

Nous allons examiner les manifestations de son activité en matière de travaux publics et en matière d'impôts.

Travaux publics. — Sur le premier point, elle s'attache à remplir exactement la tâche qui lui a été assignée. « Elle fait surveiller les cantonniers par les ingénieurs, cherche à faire des économies sur le personnel, procède à l'adjudication du canal de la Basse,... elle s'inquiète de la façon dont les travaux sont accomplis, transige avec les particuliers, leur demande des renseignements pour l'établissement des ouvrages. Elle demande au Roi 205.000 livres pour les ouvrages de Port-Vendres » ⁽²⁾.

Mais cette diligence et cette bonne volonté réalisatrice se heurtent à l'hostilité des agents du Roi. L'Intendant, M. de Saint-Sauveur, prétend seul être compétent en matière de travaux maritimes et on lui donne raison ⁽³⁾. Les fonctionnaires du Trésor mettent toute sorte

(1) M. Sellier ouv. cité p. 381 et suivantes.

(2) M. Sellier p. 391.

(3) C. 2.112.

d'entraves à l'envoi des fonds, ce qui nécessite la suspension des travaux publics commencés, ou bien conservent ces fonds et assurent les avoir envoyés, etc. Seul, M. de la Millière, intendant des travaux publics, se montre conciliant et plein de bonne volonté pour la Commission; mais il aurait fallu d'autres concours pour lui faciliter sa tâche.

Impôts. — En créant les Assemblées provinciales, Necker était moins préoccupé de leurs attributions administratives que de leur rôle au point de vue financier. Il voulait par elles opérer une réforme totale des impôts sous l'ancien régime.

Aussi, les pouvoirs les plus importants des membres de la Commission intermédiaire, d'après les instructions royales, consistaient, dans la répartition des vingtièmes, de la contribution représentative de la corvée et des demandes en décharge qui s'y rapportaient. Comme bien on pense, ce fut une tâche particulièrement périlleuse et délicate pour la popularité de la Commission. Elle devait en effet répartir équitablement les charges, supprimer les exemptions, briser des résistances et malgré tout son esprit de justice et son désir de bien faire, elle provoque des mécontentements. Elle se heurta ici comme dans les autres manifestations de son activité à la mauvaise volonté sournoise ou déclarée de l'Intendant, des autres agents royaux et des contribuables.

Vingtièmes. — Nous avons indiqué plus haut que le ministre des finances voulait porter de 311.000 à 434.000 livres le montant de l'abonnement de la province aux vingtièmes. Les instances de la Commission auxquelles se joignirent, il faut le reconnaître, les efforts de M. de Saint-Sauveur ⁽¹⁾ et de M. de Mailly ⁽²⁾ parvinrent à faire accepter 331.000 livres. Mais quand il s'agit d'établir les rôles et de prononcer sur les demandes en décharge, un conflit de compétence imputable à l'imprécision des ordres de Sa Majesté, s'éleva entre l'Intendant et la Commission. Celle-ci, soigneuse de sa popularité, ne voulait pas que « tout le gracieux de la remise allât à l'administration royale » ⁽³⁾.

(1) Intendant du Roussillon.

(2) Commandant de la province,

(3) C. 2.104,

Contribution représentative de la Corvée. — Nous savons déjà ⁽¹⁾ que la corvée était une prestation destinée surtout à l'entretien des voies de communication, routes et chemins. Elle était d'abord fournie en nature. Par un édit de Fontainebleau du 6 novembre 1786, le Roi avait ordonné de la convertir en une prestation en argent dans le Roussillon. Les ordres privilégiés, se fondant sur des précédents ou des traditions, ne l'avaient jamais payée.

Ils en avaient d'ailleurs été dispensés formellement par un édit royal du 17 novembre 1749. Vers 1788, une foule d'autres personnes avaient réussi à s'en faire exempter : les domestiques des nobles et ecclésiastiques, ceux qui exerçaient une fonction publique, les canonniers, etc. En somme, sur 108.000 habitants en 1781, d'après M. Brutails ⁽²⁾, 17.415 seulement y étaient astreints.

Pour l'année 1788, le Roi avait fixé, pour la province, le montant de la contribution représentative de la corvée, à 63.334 livres. malgré l'Assemblée provinciale et la Commission intermédiaire qui proposaient 39.508 livres. Cette augmentation à répartir entre un trop petit nombre de redevables allait susciter des réclamations.

La plus importante fut un Mémoire de Llucia, procureur-syndic, qui cherche à fonder en droit l'obligation pour toute personne d'y participer. Ce mémoire eut pour résultat de provoquer des résistances au paiement de cette contribution. Un certain nombre de corporations, orfèvres, boulangers, horlogers, etc. déclarèrent à la Commission ne vouloir s'y soumettre que lorsque, par une répartition plus juste et plus égale, chacune des différentes classes de citoyens y contribueraient.

La noblesse et le clergé particulièrement visés, invoquaient l'ancien droit, l'édit de 1749, etc. Mais ils se mouvaient sur un terrain glissant. Dans beaucoup de provinces déjà ces deux ordres avaient fait abandon de leurs privilèges; il était difficile d'en justifier le maintien en Roussillon. Finalement, tout le monde fut d'accord pour soumettre cette question aux Etats Généraux. D'ailleurs, pour calmer les esprits excités par ces discussions, le Roi décida de ne point lever la contribution de la Corvée en 1789.

(1) Voir 1^{re} partie.

(2) Ec. rur. ouv. cité p. 390.

Mais en 1788, il avait fallu répartir et faire rentrer les 64.334 livres dont nous avons parlé. Et là encore, la Commission intermédiaire rencontra devant elle l'Intendant, qui prétendait avoir la connaissance exclusive des contestations auxquelles donnait lieu cet impôt, et les agents de finances de la province.

En particulier, le Receveur Général du Roussillon déclare que « ni lui ni ses commis ne connaissent officiellement la Commission intermédiaire et qu'ils n'ont reçu aucun ordre ni avis à cet égard, soit du Ministère, soit de l'Intendant » (1).

La Commission en réfère encore une fois au pouvoir central qui reste sourd à ses récriminations, mais réclame cependant la rentrée des impôts.

Mais c'était là une tâche difficile. La Commission ne cache pas au Ministre sa crainte « d'un soulèvement général du Tiers Etat qui se refusait au recouvrement d'une imposition qui ne serait pas générale » (2).

Ainsi donc, dans l'essai loyal qu'elle fit de la nouvelle organisation, la Commission marqua son passage par des résultats positifs en matière d'administration de travaux publics et de finances. Elle eût pu faire beaucoup dans ce dernier domaine, par exemple à propos de la corvée, amorcer une refonte totale des impôts. La compétence et l'énergie ne manquaient point à ses membres. Mais elle fut paralysée dans ses efforts par des traditions quasi invulnérables, et surtout par l'inertie ou le mauvais vouloir des autorités qui auraient dû raisonnablement être son appui ou ses auxiliaires.

2^e PÉRIODE : 14 JUILLET 1789-30 JUIN 1790

Dans cette 2^e partie de son existence, la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale connut des obstacles et des difficultés plus considérables encore que dans la première période. Une grande nervosité se manifestait dans toutes les classes de la société. D'abord, le principe d'autorité se trouvait atteint par les incertitudes mêmes des pouvoirs respectifs, que les obscurités des prescriptions royales

(1) C. 2.104 mars 1788.

(2) C. 2.104 Arch. Pyr.-Or.

opposaient l'un à l'autre. Qui devait commander? La Commission? L'Intendant? Tantôt l'une, tantôt l'autre, selon le ministère.

L'esprit d'insoumission des municipalités n'était pas non plus pour relever le prestige de l'autorité.

A cela s'ajoutaient les discussions sur les impôts et surtout sur les exemptions dont ils étaient l'objet. Enfin, l'année 1788 avait été mauvaise, l'hiver rude, les récoltes insuffisantes, la disette menaçait les populations...

Dans cette effervescence, l'annonce de la prise de la Bastille devait provoquer une explosion. Elle fut soudaine et brutale. Des émeutes, des soulèvements éclatent un peu partout : à Perpignan, à Prades, à Arles, à Ille, à Montlouis, à Céret, etc. Les représentants de l'administration royale qu'on tient pour responsables de tous les maux sont obligés de s'enfuir sous les huées et les menaces.

« L'Intendant, M. de St-Sauveur, son subdélégué M. Poeydavant, le viguier de Prades quittent précipitamment la province pour sauver leur vie » (1).

Devant cet écroulement de l'édifice administratif de la monarchie, « la Commission se trouve être le seul pouvoir régulier ». Elle s'attacha à rétablir l'ordre et à faire exécuter les ordonnances royales par sa seule force morale. Elle n'y réussit pas toujours.

Pour donner satisfaction aux exigences des rebelles, elle réalisa quelques réformes de détail, comme la suppression, le 4 août 1789, de l'école militaire des haras, institution à l'usage des jeunes nobles qui y apprenaient la danse et l'équitation, et qui coûtait fort cher à la province. Elle améliora en outre le dépôt de mendicité et permit aux municipalités de s'armer pour maintenir l'ordre.

Enfin, elle s'attribua les pouvoirs de l'Intendant en toute matière. Mais son activité fut à peu près complètement absorbée par le problème de la circulation des blés et la levée des impositions.

Circulation des blés. — Cette question qui a agité toute la France à la veille de la Révolution se posa en Roussillon avec une acuité particulière due à la mauvaise récolte de 1788, à la cherté du blé et à la spéculation.

Un arrêt du Conseil du Roi, en date du 7 février 1788, avait

(1) M. Sellier ouv, cité p. 414.

interdit pour un an l'exportation des grains à l'étranger, mais en autorisait la circulation à travers les provinces du royaume. Cet arrêt était presque constamment violé. D'une part, poussés par l'appât du gain et servis par de coupables connivences, des commerçants peu scrupuleux faisaient passer de grandes quantités de céréales en Espagne. D'autre part, et en sens inverse, des municipalités interdisaient le transport des grains vers la province voisine.

Malgré la Commission qui s'attachait à faire exécuter les volontés royales, la pression populaire s'opposa à l'envoi de grains en Languedoc et exigea, qu'avant toute expédition aux provinces, le magasin d'abondance créé à Perpignan pour conjurer les disettes et régulariser les cours fût suffisamment approvisionné.

La Commission dut même prévoir comme sanction, la confiscation du blé saisi et des récompenses pour ceux qui dénonçaient ou arrêtaient les délinquants.

Impôts. — Nous avons vu plus haut que l'édit de création des Assemblées provinciales leur assignait un rôle particulièrement important au point de vue fiscal pratiquement rempli par la Commission intermédiaire, qui plus spécialement, devait répartir et lever les impôts. Nous avons montré aussi la modération relative de ceux-ci en Roussillon; cela n'empêchait pas qu'ils fussent malaisément supportés, surtout pendant les années où la récolte était mauvaise; leur rentrée était difficile et les agents chargés de ce soin étaient poursuivis par la haine des paysans. Aussi, les troubles révolutionnaires apparurent à beaucoup d'entre eux, comme une excellente occasion de laisser éclater leurs ressentiments à l'égard des collecteurs d'impôts et de se débarrasser définitivement de leurs charges fiscales.

Aux premières nouvelles des événements de la Capitale, la foule se livra à des violences dans les campagnes et à Perpignan surtout. Selon l'abbé Torréilles ⁽¹⁾ la populace s'était ruée vers les bureaux de la régie, dont elle avait détruit les registres. M. de Devicq, fermier-général, informe la Commission intermédiaire que « les bureaux des traites ont été pillés, les barrières brisées, les registres et papiers brûlés » ⁽²⁾.

(1) Les élections de 89 ouv. cité.

(2) Lettre du 14 août 1789 C. 2.110.

Ailleurs, d'autres employés des finances sont victimes de mauvais traitements et demandent secours et protection... Il fallait réagir au plus vite. Mais ici, encore la Commission intermédiaire ne put aboutir malgré sa bonne volonté et son esprit de décision, et toujours pour les mêmes raisons : inertie calculée de l'Intendant, impéritie du pouvoir central.

Voici quelles mesures elle proposa, dont l'efficacité eût été certaine, si elle avait eu, pour les faire exécuter, l'appui des pouvoirs publics. Elle posa en principe l'égalité de tous devant l'impôt; ceci ne semblait pas devoir soulever de difficultés, car la plupart des privilégiés de la province avaient renoncé déjà à toute exemption; d'ailleurs, cette réforme était inscrite aux cahiers de la noblesse.

En application de ce principe, la Commission proposa : 1° D'assujettir tout le monde au paiement de la capitation dont le clergé était dispensé; 2° De prélever sur toutes les classes de la société l'imposition ordinaire, au prorata de la fortune; on se souvient que la noblesse en était exempte; 3° Modifier les taxes relatives à la gabelle. Celle-ci était aussi impopulaire dans le Roussillon que dans le reste de la France. On l'avait aggravée depuis le 1^{er} janvier 1787, d'une crue sur le sel « destinée à remplacer les droits d'octroi ou d'impariage établis sur les denrées qui sortaient de la province. Or, un décret de l'Assemblée nationale du 23 septembre 1789 avait supprimé la gabelle à condition que l'Assemblée provinciale trouvât une taxe d'un rapport équivalent. Il fallait donc la percevoir encore, puisque son substitut n'avait pas été créé et l'Assemblée en éprouvait une certaine inquiétude. Sur sa demande, le Roi suspend à la date du 23 septembre 1789 la perception de la crue du sel, mais maintient la gabelle, malgré toutes les réserves de la Commission au sujet de la réaction populaire.

Enfin, il y avait un arriéré considérable d'autres impôts à faire rentrer, et de l'aveu des collecteurs et receveurs, depuis le 27 juillet, les recettes étaient maigres.

La Commission privée de moyens coercitifs que lui refusent l'Intendant et le Gouvernement, en est réduite à des adjurations platoniques et sentimentales sur la nécessité de l'impôt, la détresse du trésor royal, auxquelles les municipalités restent obstinément sourdes. Quelques-unes ne dressent même pas les rôles d'impositions, laissent malmener les percepteurs, sergents et huissiers qui refusent leur concours, s'ils ne sont pas escortés par des agents de la force publique.

La Commission intermédiaire comprend qu'elle ne viendra à bout des résistances des contribuables que par des mesures de rigueur. 1^o Elle demande aux Bureaux des districts de dresser eux-mêmes et d'office, les rôles « de capitation et d'imposition ordinaire » que les communautés s'obstineraient à ne pas fournir; — 2^o Elle sollicite de l'Intendant l'emploi de la force armée dont il dispose. En face de l'anarchie croissante, de pareils procédés n'étaient pas de nature à faire hésiter un chef d'administration qui aurait accepté une collaboration loyale et franche avec l'Assemblée provinciale. Ce n'était pas le cas de M. le Commissaire départi en Roussillon. Aussi, il répond à la Commission que les choses n'en sont pas encore arrivées au point d'user de « formes plus rigoureuses ».

Une philosophie si sereine n'est pas sans déconcerter et décourager quelque peu la Commission intermédiaire qui, de guerre lasse, et en dernier recours, s'adresse au Ministre, en l'informant de l'inertie du subdélégué. Des réclamations des receveurs particuliers venant à la rescousse, Ministère et administrateur se réveillent enfin, et autorisent les Commissaires à faire prêter secours et assistance aux collecteurs et aux receveurs. C'était un peu tard. Les pouvoirs de la Commission allaient arriver à expiration : tout était désorganisé devant la volonté unanime des contribuables de refuser le paiement des impôts.

Aussi, les députés, convaincus de leur impuissance, ne dissimulaient pas leur découragement. Ils se réunissaient de plus en plus rarement. Ils n'essayaient même pas de faire exécuter les décrets de l'Assemblée constituante qui préparait la nouvelle organisation politique de la France.

Le régime de l'Assemblée provinciale touchait à sa fin en Roussillon : la Commission intermédiaire qui en était l'organe essentiel remit ses pouvoirs à une nouvelle administration le 30 juin 1790.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Cet exposé rapide de l'histoire de l'Assemblée provinciale du Roussillon, appelle quelques remarques d'ordre général :

1^o La plus frappante, est l'impuissance de cette Assemblée : nous en avons indiqué les causes au fur et à mesure des événements : mauvais vouloir de l'Intendant, résistance des autorités locales. Ce fut d'ailleurs le sort de presque toutes les Assemblées provinciales créées

par Necker, par exemple celle d'Alsace et celle de Poitou, celles de Berry et de Roussillon; celles du Berry et de la Haute-Guyenne paraissent avoir mieux réussi.

« Sans autorité véritable, en lutte avec tout le monde, dit M. Sellier ⁽¹⁾, avec les contribuables, avec les officiers municipaux, avec l'Intendant, sans appui du Ministère, les députés ne peuvent rien malgré leurs efforts... »

Toute la faute doit retomber sur le pouvoir central qui, on peut le dire, a maladroitement dressé contre l'autorité royale un grand nombre de bonnes volontés déterminées à la soutenir. L'immixtion des nobles, du clergé, des bourgeois dans l'administration provinciale leur a fait toucher du doigt les vices cachés d'un gouvernement en qui ils avaient mis leur confiance : cela a certainement contribué à refroidir leur zèle monarchique. Le rapprochement qui s'opérait dans l'Assemblée provinciale entre les 3 ordres de la province avait convaincu les privilégiés de la nécessité de faire des concessions, et nous avons vu qu'ils avaient, en particulier, renoncé volontairement aux exemptions d'impôts. Si cette institution avait été soutenue vigoureusement, elle aurait peut-être pu mettre fin à pas mal d'abus en réalisant les vœux les plus pressants de l'opinion populaire. Mais la carence du pouvoir central fut la cause d'un mécontentement général. Tout le monde souhaitait un changement total du régime et l'établissement d'un gouvernement fondé sur la justice et la liberté. En un mot, l'échec de l'Assemblée provinciale prépara la Révolution en Roussillon.

2° Un second trait, qui semble marquer fortement aussi les tentatives de l'Assemblée provinciale, réside dans leur caractère sporadique. Pas de système, pas de plan d'ensemble. On dirait une série d'essais fragmentaires, de tâtonnements, une activité réelle sans doute, mais restreinte à quelques points spéciaux : les impôts, les Travaux Publics, le commerce et l'agriculture.

Des autres parties de l'organisation administrative, il n'en a jamais été question; pas un vœu n'a été exprimé à leur sujet. Comment expliquer cette attitude?

a) Remarquons tout d'abord que les objets qui ont sollicité et

(1) Ouv. cité p. 437.

retenu son attention et ses soins étaient les plus urgents, ceux qui touchaient le plus au vif les intérêts immédiats de la province;

b) En second lieu, la timidité apparente de l'Assemblée provinciale ne trouve-t-elle pas sa raison dans le fait que son programme, ses attributions étaient limitativement déterminés par les édits et règlements royaux de juin et d'août 1787 ? (1)

c) Peut-être aussi les parties de l'administration dont elle n'a pas abordé l'étude la laissaient-elles indifférente, comme étant de prérogative essentiellement royale.

d) Dans tous les cas, on peut admettre qu'une pareille tâche eût certainement été au-dessus de la compétence des députés et cette raison est peut-être suffisante.

En terminant, nous pensons qu'il faut rendre justice à l'Assemblée provinciale, à ses efforts, à sa bonne volonté.

« Ces hommes, étrangers jusque-là à la chose publique, se sont mis rapidement au courant des affaires... : ils ont recueilli des renseignements, rédigé des rapports documentés et sérieux » et présenté souvent des suggestions ingénieuses et utiles.

Ils n'ont sans doute pas considéré leurs fonctions d'un point de vue très élevé; mais « dévoués aux intérêts de la province... ils se sont attachés à obtenir des réductions d'impôts, des secours du trésor royal; ils ont cherché à soulager le peuple par une répartition plus simple et un recouvrement moins onéreux. Ils ont fait preuve d'ordre et d'économie en supprimant les dépenses inutiles; ils ont porté leur attention sur tout ce qui était en souffrance dans le pays et, dans toutes les questions, ils ont montré un sens pratique remarquable (2) ».

Ceci n'est pas un mince éloge. Aussi, convient-il de ne pas leur faire un grief d'avoir manqué de vues politiques supérieures. Inclignons-nous devant tant de bonne volonté réformatrice; déplorons seulement qu'elle n'ait pas été mieux servie par les hommes en place et les administrations locales, dont l'hostilité, ouverte ou sournoise, a paralysé leurs efforts.

(1) V. annexes.

(2) Sellier ouv. cité p. 435.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Quand nous avons entrepris ce travail, nous nous étions d'abord proposé d'établir, dans ses grandes lignes, l'évolution du régime administratif du Roussillon à travers 18 siècles d'histoire. Nous y avons renoncé après les premières recherches, découragé par la lourdeur de la tâche et surtout, par la rareté et l'imprécision des documents originaux, en ce qui concerne l'époque antérieure au traité des Pyrénées.

Nous avons, dès lors, modestement limité notre investigation à la période qui va de 1659 à la Révolution. Nous avons essayé, par deux tableaux juxtaposés, de mettre en lumière le mécanisme des deux administrations de la province, d'abord, de 1659 à 1787, ensuite, de 1787 à 1790, l'innovation, dans cette dernière période, étant la création, par Necker, des Assemblées provinciales.

Au terme de notre exposé, nous pouvons nous poser les questions suivantes :

1° Y a-t-il des organes ou des formes du régime administratif qui, ayant apparu à l'origine de l'histoire du Roussillon, se sont perpétués jusqu'à la Révolution et lesquels? Dans l'hypothèse d'une réponse affirmative, ont-ils conservé leur pureté originelle, ou se sont-ils modifiés ou transformés?

2° Quelles sont les nouveautés apportées par la monarchie française?

3° L'Assemblée provinciale a-t-elle changé quelque chose aux institutions établies?

a) *Sur le premier point* : le fait qui retient d'abord l'attention est l'existence de la Cort ou Curia, assemblée d'évêques et de nobles qui remonte au X^e siècle, par conséquent, bien antérieure au Conseil des Barons et des Prélats anglais créé par la Grande Charte, et auquel cette Cort peut faire penser. De cette institution, nous ne trouvons plus aucune trace sous l'ancienne monarchie dont la tendance centralisatrice se serait mal accommodée de franchises régionales. Par contre, l'Assemblée provinciale pourrait, en gros, passer pour un réveil des Corts catalanes, si d'autres provinces françaises n'en avaient pas été aussi dotées.

Les seuls rouages administratifs qui aient survécu ont été certains

organes judiciaires tels que le Conseil Souverain, la Capitainerie Générale, etc., et les magistratures municipales.

Du premier, la monarchie n'avait pas pris ombrage, car il n'était pas autre chose qu'un Parlement avec les mêmes attributions que les autres Parlements français.

Quant aux autres, nous avons vu que la plus grande partie de leurs pouvoirs avait été dévolue à l'intendant. Cependant, leur mode de nomination, très original, n'avait subi aucune atteinte.

Il ressort également de notre travail que, dans l'ensemble, l'organisation financière présentait les mêmes formes et les mêmes caractères que dans les autres généralités et y donnait lieu aux mêmes abus.

Une mention spéciale doit être faite à l'administration militaire dont on ne trouve pas d'autres exemples en France. Les « Somaten » ou milices communales se justifiaient, nous l'avons vu, par la nécessité d'être constamment sur le qui-vive dans cette marche des Pyrénées, si longtemps disputée entre les deux nations voisines et rivales, la France et l'Espagne. Cette organisation a survécu jusqu'à la Révolution, dans son intégrité primitive.

b) *Sur le deuxième point* : la monarchie française, en 1659, apporte en Roussillon sa volonté centralisatrice par la création des Intendants. Représentants du roi, ils ont, comme dans tout le pays, une tendance à absorber tous les pouvoirs. En apparence, et pour ne pas heurter les antiques institutions et franchises de la province, ils laissent subsister les organismes traditionnels. Mais peu à peu, ils s'emparent des prérogatives que la négligence de ces derniers avaient laissé tomber en désuétude et s'attribuent les pouvoirs que personne n'exerce plus. En particulier, les pouvoirs de finances ou de police auxquels l'absolutisme royal était plus particulièrement attaché. Viguiers, battles, agents des Finances, des Travaux publics, gouverneurs militaires, subissent, à des degrés divers, la tutelle de l'Intendant, représentant direct du pouvoir central.

L'Assemblée provinciale et surtout sa Commission intermédiaire, création de volonté royale, apparemment instituée dans le dessein d'appeler la province à une plus grande participation à la vie politique, trouvent toujours l'Intendant sur leur route.

Nous avons vu que l'opposition de cet agent royal avait paralysé

ou entravé les louables efforts tentés, dans l'intérêt de tous, par les députés de la province.

c) *Sur le troisième point* : On peut maintenant s'expliquer pourquoi les tentatives de l'Assemblée n'ont pas apporté dans le gouvernement du Roussillon des changements notables. D'abord, ses pouvoirs étaient strictement déterminés par l'édit de création; ensuite, le temps lui a manqué; enfin, elle s'est heurtée à l'hostilité de tous. Elle a laissé subsister tous les organes de l'administration monarchique; elle s'est confinée, et nous ne saurions l'en blâmer, dans les questions d'impôts et de voies de communication, pour améliorer celles-ci et mettre plus de justice dans l'établissement de ceux-là.

En un mot, de 1659 à la Révolution, le Roussillon conserve nominalement ses anciennes institutions, mais la réalité du pouvoir passe à l'Intendant, qui le garde, même sous le régime de l'Assemblée provinciale.

FIN

Vu :
Montpellier, le 8 avril 1927.

Le Président de la Thèse,
L. GUENOUN.

Vu :
Le 9 avril 1927.

Le Doyen,
MOYE.

Vu et permis d'imprimer.
Montpellier, le 9 avril 1927.

Le Recteur,
P^r LE RECTEUR :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
S. MASSOL.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Amirauté p. 24.
Assemblées de district p. 48, 49, 50.
Assemblées municipales p. 48, 65.
Assemblée préliminaire p. 60.
Assemblée provinciale p. 47 à 81.
Audiencia Real p. 8.
Ateliers de charité p. 61, 62.
Battles p. 15, 23, 39, 55, 80.
Capitainerie générale p. 13, 24, 80.
Capitation p. 26, 27, 28, 29, 30, 42, 75.
Cens p. 32, 33.
Cerdagne p. 11, 13, 15.
Chambre des Domaines p. 13, 24.
Clavares p. 19, 20.
Commission intermédiaire p. 48 à 76.
Conflent p. 11, 13, 15.
Conseil Souverain p. 13, 19, 20, 21, 22, 23, 30, 44, 52, 55, 80.
Consuls p. 17, 18, 19, 20.
Cort catalane p. 6, 7, 8, 47, 54, 55, 79.
Corvée p. 30, 35, 36, 44, 66, 70, 71, 72.
Dépôt de mendicité p. 61, 62, 73.
Dime p. 33, 34, 42.
Diputacion p. 6.
Don gratuit p. 31, 42.
Dotzenas p. 17.
Finances municipales p. 36, 37, 38.
Gabelles p. 24, 31, 32, 75.
Imposition directe p. 27, 75.
Intendants p. 13, 14, 19, 27, 31, 35, 37, 47, 51, 53, 54, 56, 63, 64, 68, 69, 73, 75, 76, 80, 81.
Maréchaussée p. 24.
Miquelets p. 40.
Officiers municipaux p. 19.
Patrouilles p. 35, 36.
Police municipale p. 19.
Pertant-Veus p. 8.
Somaten p. 39, 80.
Subdélégué p. 13, 14, 56, 58.
Syndic p. 48, 50, 61, 62, 64, 65, 68, 69, 71.
Vigueries, Viguiers p. 8, 11, 13, 14, 18, 23, 30, 49, 55, 80.
Vingtièmes p. 27, 28, 29, 30, 34, 64, 70.

ANNEXE I (*)

ÉDIT DU ROI

Portant création d'Assemblées Provinciales.

Donné à Versailles au mois de juin 1787.

Registré en Parlement le vingt-deux juin mil sept cent quatre-vingt-sept.

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre : A tous présents et à venir; SALUT. Les heureux effets qu'ont produit les Administrations Provinciales établies par forme d'Essai dans les Provinces de Haute-Guyenne et de Berry, ayant rempli les espérances que Nous en avons conçues, Nous avons jugé qu'il était temps d'étendre le même bienfait aux autres Provinces de notre Royaume, Nous avons été confirmé dans cette résolution par les délibérations unanimes des Notables que Nous avons appelés auprès de Nous, et qui, en nous faisant d'utiles observations sur la forme de cet Etablissement, Nous ont supplié avec instance de ne pas différer à faire jouir tous nos sujets des avantages sans nombre qu'il doit produire : Nous déférons à leur vœu avec satisfaction; et tandis que par un meilleur ordre dans les finances, et par la plus grande économie dans les dépenses, Nous travaillerons à diminuer la masse des impôts, Nous espérons qu'une institution bien combinée en allégera le poids par une plus exacte répartition, et rendra facile l'exécution des plans que Nous avons formés pour la félicité publique. A CES CAUSES et autres à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, Nous avons, par notre présent Edit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné; disons, statuons et ordonnons, voulons et Nous plaît ce qui suit :

(*) Série C Liasse 2.103 N° 1.

Article premier.

Il sera, dans toutes les Provinces de notre Royaume où il n'y a point d'Etats provinciaux, et suivant la division qui sera par Nous déterminée, incessamment établi une ou plusieurs Assemblées Provinciales, et suivant que les circonstances locales l'exigeront, des Assemblées particulières de Districts et de Communautés, et pendant les intervalles de la tenue desdites Assemblées, des Commissions intermédiaires, les unes et les autres composées d'aucuns de nos Sujets des trois Ordres payant les impositions foncières ou personnelles dans lesdites Provinces, Districts et Communautés, et ce dans le nombre des personnes choisies pour le Tiers-Etat, et les voix seront recueillies par tête alternativement entre les Membres des différents Ordres.

II

LESDITES Assemblées Provinciales seront par elles-mêmes, ou par les Assemblées ou Commissions qui leur seront subordonnées, chargées, sous notre autorité et celle de notre Conseil, de la répartition et assiette de toutes les impositions foncières et personnelles, tant de celles dont le produit doit être porté en notre Trésor royal, que de celles qui ont ou auront lieu pour chemins, ouvrages publics, indemnités, encouragements, réparations d'Eglises et de Presbytères, et autres dépenses quelconques propres auxdites Provinces, ou aux Districts et communautés qui en dépendent. Voulons que lesdites dépenses, soit qu'elles soient communes auxdites Provinces, soit qu'elles soient particulières à quelques Districts ou Communautés, soient, suivant leur nature, délibérées ou suivies, approuvées ou surveillées par lesdites Assemblées Provinciales, ou par les Assemblées ou Commissions qui leur seront subordonnées, leur attribuant, sous notre autorité et surveillance, ainsi qu'il sera par Nous déterminé, tous les pouvoirs & facultés à ce nécessaires.

III

Les Procureurs-Syndics qui seront établis près de chacune desdites Assemblées Provinciales & de Districts, pourront, en leurs noms & comme leurs représentants, présenter toutes Requêtes, former toutes

demandes, & introduire toutes instances par-devant les Juges qui en doivent connoître & même intervenir dans toutes les affaires générales ou particulières qui pourront intéresser lesdites Provinces ou Districts, & les poursuivre au nom desdites Assemblées, après toutefois qu'ils y auront été autorisés par elles ou par les Commissions intermédiaires.

IV

La présidence desdites Assemblées & Commissions intermédiaires, sera toujours confiée à un Membre du Clergé ou de la Noblesse, & elle ne pourra jamais être perpétuelle.

V

Il sera loisible auxdites Assemblées Provinciales de nous faire toutes représentations & de nous adresser tels projets qu'elles jugeront utiles aux biens de nos Peuples, sans cependant que, sous prétexte desdites représentations ou projets, l'assiette et le recouvrement des Impositions établies, ou qui pourront l'être, puissent, à raison desdites représentations ou projets, éprouver aucun obstacle ni délai. Voulons dès-à-présent qu'il y soit audit cas procédé dans la forme actuellement existante.

VI

Nous nous réservons de déterminer, par des Règlements particuliers, ce qui regarde la première convocation desdites Assemblées, leur composition & celle des Commissions intermédiaires, ainsi que leur police & tout ce qui peut concerner leur organisation & leurs fonctions, & ce conformément à ce qui est prescrit par ces présentes, & à ce que pourront exiger les besoins particuliers, coutumes & usages desdites Provinces. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos aimés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que notre présent Edit ils aient à faire lire, publier & exécuter selon sa forme & teneur : CAR tel est notre plaisir; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre scel. DONNE à Versailles, au mois de Juin, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-sept, & de notre règne le quatorzième. Signé LOUIS. Et plus bas : Par le Roi, Le B^{on} DE BRETEUIL. Visa DE LAMCIGNON. Vu au Conseil, Laurent de Villedeuil. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

Registré, oui & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur ; & copies collationnées dudit Edit envoyées aux Bailliages et Sénéchaussées du Ressort, pour y être lu, publié & enregistré : Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi desdits Sièges d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois : Et sera le Seigneur Roi très-humblement supplié de vouloir bien compléter son bienfait & en assurer la stabilité, en adressant à ses Cours les Règlements particuliers que ledit Seigneur Roi se réserve de faire par l'art. VI du présent Edit, pour y être vérifié en la forme ordinaire, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, toutes les Chambres assemblées, les Princes et Pairs y séants, le vingt-deux Juin mil sept cent quatre-vingt-sept.

Signé : LEBRET.

ANNEXE II (*)

RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI

*Sur la formation et la composition des Assemblées qui auront lieu
dans la province du Roussillon.*

Du 15 Août 1787.

LE ROI ayant résolu qu'il seroit incessamment établi dans les provinces et généralités de son Royaume, différentes Assemblées, suivant la forme qui sera prescrite par Sa Majesté, Elle s'est déterminée à faire connoître ses intentions sur la formation & la composition de celles qui auront lieu dans la province du Roussillon. Les dispositions que Sa Majesté a suivies, sont généralement conformes à l'esprit qui a dirigé les délibérations des Notables de son Royaume qu'Elle a appelés auprès d'Elle; mais en les adoptant, & malgré les avantages qu'Elle s'en promet, Sa Majesté n'entend pas les regarder comme irrévocablement déterminées; Elle fait que les meilleures institutions ne se perfectionnent qu'avec le temps, & comme il n'en est point qui doive plus influencer sur le bonheur de ses sujets que celle des Assemblées provinciales, Elle se réserve de faire à ces premiers arrangements, tous les changements que l'expérience lui fera juger nécessaires; c'est en conséquence qu'Elle a voulu que les premières Assemblées dont Elle ordonne l'établissement, restent pendant trois ans, telles qu'elles seront composées pour la première fois. Ce délai mettra Sa Majesté à portée de juger des effets qu'elles auront produits, & d'assurer ensuite la consistance & la perfection qu'elles doivent avoir; en conséquence, Sa Majesté a ordonné ce qui suit :

L'administration de la province du Roussillon sera divisée entre trois espèces d'Assemblées différentes, une municipale, une de district & une provinciale.

(*) Série C Liasse 2.103 N° 2.

L'Assemblée provinciale se tiendra dans la ville de Perpignan; celle de district, dans les villes de Perpignan & de Prades; enfin les Assemblées municipales, dans les villes et les paroisses qu'elles représentent.

Elles seront élémentaires les unes des autres, dans ce sens que les Membres de l'Assemblée de la province seront choisis parmi ceux des Assemblées de district; & ceux-ci pareillement parmi ceux qui composeront les Assemblées municipales.

ASSEMBLÉES MUNICIPALES

Article premier.

DANS toutes les communautés de la province du Roussillon où il n'y a pas actuellement d'Assemblée municipale, il en sera formé une conformément à ce qui va être prescrit, Sa Majesté n'entendant pas changer pour le moment la forme & l'administration des municipalités établies.

II

L'ASSEMBLÉE municipale qui aura lieu dans les communautés de la province du Roussillon où il n'y a point de municipalité établie, sera composée du Seigneur de la paroisse & du Curé, qui en feront toujours partie, & de trois, six ou neuf Membres choisis par la communauté; c'est-à-dire, de trois, si la communauté contient moins de cent feux; de six, si elle en contient deux cents; & de neuf, si elle en contient davantage.

III

LORSQU'IL y aura plusieurs Seigneurs de la même paroisse, ils seront alternativement, & pour une année chacun, Membres de l'Assemblée municipale, en cas que la seigneurie est inégalement partagée; si au contraire la seigneurie est inégalement partagée, celui qui en possédera la moitié sera de deux années une, Membre de ladite Assemblée; celui qui en possédera un tiers, de trois années une; & les autres qui en posséderont une moindre partie, seront tenus d'en choisir un d'entr'eux pour les représenter; & pour faire ledit choix, chacun aura autant de voix qu'il aura de portions de seigneurie.

IV

IL y aura en outre dans lesdites Assemblées, un Syndic qui aura voix délibérative, & et qui sera chargé de l'exécution des résolutions qui auront été délibérées par l'Assemblée, & qui n'auront pas été exécutées par elle.

V

LE Syndic & les Membres électifs de ladite Assemblée, seront élus par l'Assemblée de toute la paroisse convoquée à cet effet.

VI

L'Assemblée de la paroisse sera composée de tous ceux qui payeront dix livres & au-dessus, dans ladite paroisse, d'imposition foncière ou personnelle, de quelqu'état & condition qu'ils soient.

VII

LADITE Assemblée paroissiale se tiendra, chaque année, à commencer par la présente, le troisième Dimanche de Septembre, à l'issue de vêpres.

VIII

CETTE Assemblée paroissiale sera présidée par le Syndic. Le Seigneur & le Curé n'y assisteront pas.

IX

Le Syndic recueillera les voix, & celui qui en réunira le plus, sera le premier élu Membre de l'Assemblée municipale, & il sera de même procédé successivement à l'élection des autres.

X

CES élections & toutes celles qui seront mentionnées dans le présent Règlement, se feront par la voie du scrutin.

XI

TOUTE personne noble ou non noble ayant vingt-cinq ans

accomplis, étant domiciliée dans la paroisse au moins depuis un an, & payant au moins trente livres d'imposition foncière ou personnelle, pourra être élu membre de l'Assemblée municipale.

XII

CHAQUE année après les trois premières années révolues, un tiers des Membres choisis par l'Assemblée municipale, se retirera & sera remplacé par un autre tiers nommé par l'Assemblée paroissiale. Le sort décidera les deux premières années, de ceux qui devront se retirer, ensuite l'ancienneté.

XIII

NUL Membre de l'Assemblée municipale ne pourra être réélu qu'après deux ans d'intervalle. Le Syndic sera élu tous les trois ans, & pourra être continué neuf ans, mais toujours par une nouvelle élection.

XIV

LE Seigneur présidera l'Assemblée municipale; en son absence le Syndic. Le Seigneur qui ne se trouvera pas à l'Assemblée, pourra s'y faire représenter par un fondé de procuration qui se placera à la droite du Président; les Corps laïcs ou ecclésiastiques qui seront Seigneurs, seront représentés de même par un fondé de procuration.

XV

LE CURE siégera à la gauche du Président, & le Syndic à la droite, quand il ne présidera pas; les autres Membres de l'Assemblée siégeront entr'eux, suivant la date de leur élection.

XVI

L'ASSEMBLÉE municipale élira un Greffier qui sera aussi celui de l'Assemblée paroissiale; il pourra être révoqué à volonté par l'Assemblée municipale.

ASSEMBLÉES DE DISTRICTS

Article premier.

Il sera formé dans la province du Roussillon deux districts; l'un contiendra la viguerie du Roussillon, & l'autre les vigueries du Conflent & de la Cerdagne. Il sera établi dans chacun de ces deux districts, une Assemblée particulière.

II

NUL ne pourra être de ces Assemblées, s'il n'a été Membre d'une Assemblée municipale, soit de droit comme le Seigneur ecclésiastique ou laïc & le Curé, soit par élection comme ceux qui auront été choisis par les Assemblées paroissiales. Les premiers représenteront le Clergé & la Noblesse, et les autres le Tiers-État.

III

DANS les villes ou paroisses dans lesquelles il y a des municipalités établies, les Députés desdites villes ou paroisses aux Assemblées de districts seront pris dans les Membres de ladite municipalité, ainsi que parmi les Seigneurs & Curés desdites villes & paroisses, & ce jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

IV

Les fondés de procuration des Seigneurs laïcs à une Assemblée municipale pourront aussi, si le Seigneur qu'ils représentent n'est pas lui-même de l'Assemblée de district, & un seul pour chaque Seigneur, quand même il aurait plusieurs seigneuries, être nommé pour y assister pourvu qu'ils soient nobles, & qu'ils possèdent au moins cinq cents livres de revenu dans le district.

V

Lorsqu'une seigneurie sera possédée par des Corps & Communautés, un Membre desdits Corps & Communautés, pourvu qu'il soit noble ou ecclésiastique, pourra, à ce titre, être Membre desdites Assemblées

de districts, sans néanmoins que le même Corps puisse avoir plus d'un Député à la même Assemblée.

VI

Lesdites Assemblées seront composées, savoir, pour le district du Roussillon, de seize personnes, & pour celui du Conflent & de Cerdagne, de douze, dont une dans chaque district sera prise en nombre égal parmi les Ecclésiastiques & les Seigneurs laïcs, ou Gentilhommes les représentant, & le reste parmi les Députés des villes & des paroisses.

VII

Le district du Roussillon sera divisé en quatre arrondissements qui enverront chacun à l'Assemblée quatre Députés, dont deux seront tirés de l'ordre Ecclésiastique & de la Noblesse, & les deux autres des villes & des paroisses. Le district du Conflent & Cerdagne sera divisé en trois arrondissements qui enverront chacun à l'Assemblée quatre Députés, dont deux seront tirés, comme il est dit ci-dessus, de l'ordre Ecclésiastique & de la Noblesse, & les deux autres des villes & des paroisses; & sera cette division de district, en quatre ou trois arrondissements, faite par la première Assemblée de district.

VIII

La première Assemblée de district se tiendra au jour qui sera indiqué par les personnes que nous nommerons ci-après, pour former l'Assemblée provinciale.

IX

Les mêmes personnes nommeront la moitié des Membres qui doivent composer l'Assemblée de district, & ceux-ci se compléteront au nombre qui est ci-dessus exprimé.

X

Quand les Assemblées de district seront formées, elles resteront composées des mêmes personnes pendant les années 1788, 1789 & 1790.

XI

Ce temps expiré, les Assemblées se régénéreront en la forme suivante :

Un quart sortira chaque année par le sort, en 1791, 1792 & 1793, & après suivant l'ancienneté, de manière néanmoins que par année il sorte toujours un Membre de chaque arrondissement.

Pour remplacer celui qui sortira, il se formera une Assemblée représentative des paroisses de chaque arrondissement.

Cette Assemblée sera composée des Seigneurs, des Curés & des Syndics desdites paroisses, & deux députés pris dans l'Assemblée municipale, & choisis à cet effet par l'Assemblée paroissiale.

Ces cinq Députés se rendront au lieu où se tiendra l'Assemblée d'arrondissement, & qui sera déterminé par l'Assemblée de district, & ils éliront le Député à l'Assemblée de district dans le même ordre que celui qui sera dans le cas d'en sortir.

Cette Assemblée d'arrondissement sera présidée alternativement par celui des Seigneurs ecclésiastiques ou laïcs qui devra siéger le premier, suivant l'ordre ci-après établi.

En cas d'absence de Seigneur, la présidence sera dévolue au Syndic le plus anciennement élu, & en cas d'égalité dans l'élection, au plus ancien d'âge.

XII

En cas qu'il ne se trouve pas de Seigneur, ni même de personne fondée de la procuration des Seigneurs, qui puisse être députée à l'Assemblée de district, il sera libre d'en choisir dans un autre arrondissement, mais du même district.

XIII

La composition des Assemblées de district sera tellement ordonnée, que les Membres du Clergé & de la Noblesse, ou du Tiers-Etat, seront, le moins qu'il sera possible, tirés de la même paroisse, & la paroisse dont sera celui qui sortira de l'Assemblée, ne pourra pas en fournir du même ordre, qu'après un an au moins révolu.

XIV

Les Députés des paroisses seront, autant qu'il se pourra, toujours pris moitié dans les villes & moitié dans les paroisses de campagne.

XV

La Présidence sera dévolue à un Membre du Clergé ou de la Noblesse indifféremment. Ce Président sera nommé la première fois par Sa Majesté; il restera quatre ans Président, après quoi & tous les quatre ans, le Roi choisira celui que Sa Majesté jugera convenable, entre deux Membres du Clergé & deux de la Noblesse qui lui auront été proposés par l'Assemblée, après avoir réuni la pluralité des suffrages.

XVI

L'ORDRE des séances sera tel que les Ecclésiastiques, seront à droite du Président, les Seigneurs laïcs à gauche, & les représentants le Tiers-Etat en face.

XVII

En l'absence du Président, l'Assemblée, s'il est ecclésiastique, sera présidée par le premier des Seigneurs laïcs, & s'il est laïc, par le premier des ecclésiastiques.

XVIII

Les Ecclésiastiques garderont entr'eux l'ordre accoutumé dans leurs séances.

XIX

Les Seigneurs laïcs siégeront suivant l'ancienneté de leur admission, & l'âge décidera entre ceux qui seront admis le même jour.

XX

Les séances entre le Tiers-Etat, seront suivant l'ordre des paroisses qui sera déterminé d'après leur contribution.

XXI

Les voix seront prises par tête, & de manière qu'on prendra la voix

d'un Ecclésiastique, ensuite celle d'un Seigneur laïc, ensuite deux voix du Tiers, & ainsi de suite jusqu'à la fin. Le Président opinera le dernier & aura voix prépondérante en cas de partage.

XXII

LESDITES Assemblées de district auront un ou deux Syndics, à leur choix; dans le premier cas, elles pourront le choisir indifféremment dans les trois ordres; mais en cas qu'elles préfèrent d'avoir deux Syndics, il y en aura toujours un pris parmi les représentants du Clergé & de la Noblesse, & l'autre parmi les représentants du Tiers. Les Syndics seront trois ans en place, & pourront être continués pendant neuf années, mais toujours par une nouvelle élection, après trois ans accomplis, & de manière cependant que les deux ne soient pas changés à la fois.

XXIII

Il y aura de plus un Greffier qui sera nommé par l'Assemblée, & révocable à sa volonté.

XXIV

PENDANT l'intervalle des Assemblées de district, il y aura une Commission intermédiaire, composée d'un Membre du Clergé, d'un de la Noblesse & de deux du Tiers-Etat, qui, avec les Syndics, seront chargés de toutes les affaires que l'Assemblée leur aura confiées.

XXV

Le Greffier de l'Assemblée sera aussi le Greffier de cette Commission intermédiaire.

XXVI

Le Président de l'Assemblée de district présidera aussi quand il sera présent, cette Commission intermédiaire.

XXVII

En son absence, elle sera présidée par celui des représentants du Clergé & de la Noblesse qui sera nommé de ladite Commission, & ce, suivant que le Président sera de l'ordre du Clergé ou de la Noblesse, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

XXVIII

Les Membres de ladite Commission seront élus par l'Assemblée; les premiers resteront les mêmes pendant trois ans, après lesquels un sortira chaque année, d'abord par le sort, ensuite par ancienneté, & sera remplacé dans son ordre par l'Assemblée.

XXIX

LADITE Commission intermédiaire rendra compte à l'Assemblée, par l'organe des Syndics, de tout ce qui aura été fait par elle dans le cours de l'année.

ASSEMBLÉE PROVINCIALE

Article premier.

L'ASSEMBLÉE provinciale de la province du Roussillon se tiendra, pour la première fois, le 20 du mois d'octobre prochain.

II

ELLE sera composée du sieur évêque d'Elne, que Sa Majesté a nommé Président, & des treize personnes qu'Elle se propose de nommer à cet effet, & qui seront prises, savoir, trois parmi les Ecclésiastiques, quatre parmi les Seigneurs laïcs, & six pour la représentation du Tiers-Etat.

III

Le sieur évêque d'Elne & les autres personnes nommées dans l'article précédent, nommeront quatorze autres personnes, pour former le nombre de vingt-huit dont ladite Assemblée sera composée.

IV

Ils nommeront pareillement les personnes qui, avec le Président que le Roi aura nommé, commenceront à former les Assemblées de district, qui doivent ensuite nommer les autres Membres desdites Assemblées.

V

Ils nommeront pareillement deux Syndics; un sera pris parmi les représentants du Clergé & de la Noblesse, & l'autre parmi les représentants du Tiers-Etat, & un Greffier.

VI

Ils nommeront aussi une Commission intermédiaire, composée du Président de l'Assemblée, des deux Syndics, d'un Membre du Clergé, d'un de la Noblesse, & de deux du Tiers-Etat.

VII

DES vingt-huit Membres dont sera composée l'Assemblée provinciale, quatorze seront Ecclésiastiques & Seigneurs laïcs ou Gentilshommes les représentant, les uns & les autres en nombre égal; & quatorze pris dans les Députés des villes & des paroisses; & de manière que, sur les vingt-huit, il y en ait toujours dans le district de Perpignan, & douze dans celui de Conflent & de Cerdagne; & que dans ce nombre il y ait toujours moitié du Clergé & de la Noblesse, & moitié du Tiers-Etat.

VIII

PARMI les Membres de ladite Assemblée, il ne pourra jamais dans la suite s'en trouver deux de la même paroisse.

IX

La première formation faite restera fixe pendant les trois premières années; & ce terme expiré, l'Assemblée sera régénérée par le procédé suivant.

X

Un quart se retirera par le sort en 1791, 1792 & 1793, & ensuite par ancienneté; ce quart qui se retirera chaque année, sera tellement distribué entre les districts, qu'il sorte quatre Députés du district du Roussillon, & trois du district de Conflent & de Cerdagne : & ces Députés seront remplacés dans leur ordre, par quatre autres du district du Roussillon, & trois du district de Conflent & Cerdagne : les uns

& les autres seront nommés à cet effet par l'Assemblée respective de chaque district.

XI

CELUI qui aura été élu par l'Assemblée de district, pour assister à l'Assemblée provinciale, pourra rester Membre de l'Assemblée de district, & ainsi être tout-à-la-fois ou n'être pas partie des deux Assemblées; mais les Membres de la Commission intermédiaire des Assemblées de district, ne pourront être Membres de la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale.

XII

TOUT Membre de l'Assemblée provinciale qui aura cessé d'en être, pourra être réélu, après toutefois qu'il aura été une année Membre de l'Assemblée de district.

XIII

En cas qu'un Membre de l'Assemblée provinciale meure ou se retire avant que son temps soit expiré, il sera remplacé dans son ordre par l'Assemblée de district, & celui qui le remplacera, ne fera que remplir le temps qui restoit à parcourir à celui qu'il aura remplacé.

XIV

Le Président de l'Assemblée provinciale restera quatre ans Président.

XV

SE réserve Sa Majesté de faire connaître, à l'expiration de ce terme, ses intentions sur le choix du Président de l'Assemblée provinciale, lors de sa première régénération.

XVI

CE qui a été dit des élections, des rangs, ainsi que des Syndics, des Greffiers & de la Commission intermédiaire, pour les Assemblées de district aura également lieu pour les rangs, les Syndics, les Greffiers, & la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale.

XVII

LES Assemblées municipales & de districts, ainsi que les Commissions intermédiaires qui en dépendent, seront soumises & subordonnées à l'Assemblée provinciale & à la Commission intermédiaire qui la représentera, ainsi qu'il sera plus amplement déterminé par Sa Majesté.

XVIII

SA MAJESTÉ se réserve pareillement de déterminer d'une manière particulière, les fonctions de ces diverses Assemblées, & leur relation avec le Commissaire départi dans ladite province; Elle entend qu'en attendant qu'Elle se soit plus amplement expliquée, les règlements faits par Elle à ce sujet, pour l'Assemblée provinciale du Berry, soient provisionnellement suivis, ainsi qu'ils se comportent.

FAIT et arrêté par le ROI étant en son Conseil, tenu à Versailles le quinze Août mil sept cent quatre-vingt-sept.

Signé LOUIS.

ET plus bas, Le M^{al} De Ségur.

ANNEXE III (**)

RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI,

Sur les fonctions des Assemblées Provinciales, et de celles qui leur sont subordonnées, ainsi que sur les relations de ces Assemblées avec les Intendants des Provinces.

Du 5 Août 1787.

DE PAR LE ROI

LE ROI, par les Règlements que Sa Majesté a arrêtés pour la formation & la composition des différentes Assemblées, créées par son Edit du mois de juin dernier, dans toutes les Provinces du Royaume, s'est réservé de déterminer d'une manière particulière, les fonctions de ces différentes Assemblées, ainsi que leurs relations avec le Commissaire départi dans chaque Province. Sa Majesté a ordonné en même temps, qu'en attendant qu'Elle se fût plus amplement expliquée, les Règlements faits par Elle à ce sujet, pour les Assemblées provinciales de Berry & de Haute-Guyenne, seraient provisionnellement suivis. Mais ces derniers Règlements, faits pour deux Généralités dont les Administrations provinciales n'ont été composées jusqu'à présent que d'une seule Assemblée, n'ayant pu prévoir la diversité des rapports & des portions d'activité propres à chacune des différentes Assemblées établies dans les autres provinces, Sa Majesté a pensé qu'il pouvait être utile de faire connaître, dès ce moment, & de régler avec précision les fonctions respectives de ces Assemblées, celles de son Commissaire départi, & enfin leurs relations réciproques, de manière que la liberté qu'il convient de laisser à l'action de chaque partie ne puisse jamais altérer le concours & la surveillance mutuels qu'exige l'intérêt général de la Province.

En déterminant ces premières bases du nouveau régime, Sa Majesté

(**) Série C Liasse 2.103 N° 3.

ne s'est pas dissimulée que le temps seul pourrait fixer ses résolutions définitives sur les améliorations dont il serait susceptible; & c'est en se réservant d'y faire successivement les changements que lui inspirera sa sagesse, que le Roi a ordonné & ordonne provisoirement ce qui suit :

SECTION PREMIÈRE

FONCTIONS DES ASSEMBLÉES MUNICIPALES

Article premier.

L'ASSEMBLÉE municipale de chaque Paroisse sera tenue de se conformer, tant aux ordres qu'elle recevra au nom du Roi, par la voie de l'Intendant & Commissaire départi, qu'à ce qui lui sera prescrit, soit par l'Assemblée provinciale, soit par l'Assemblée d'Election, soit enfin par les Commissions intermédiaires de l'une ou de l'autre Assemblée.

II

LADITE Assemblée sera chargée de la répartition de toutes les impositions & levées de deniers, dont l'assiette devra être faite sur la Communauté, d'après les mandements qui lui seront adressés à cet effet, en vertu des ordres du Conseil, par l'Assemblée d'Election ou la Commission intermédiaire de ladite Assemblée. La répartition entre les Contribuables de la Communauté sera faite par les deux tiers au moins de tous les Membres qui composeront l'Assemblée municipale, en observant néanmoins que la répartition de la taille & des impositions accessoires d'icelle soit faite par les seuls Membres taillables de l'Assemblée municipale.

III

LA répartition des impositions s'opérera dans chaque Communauté, par cinq rôles distincts & séparés, & tous conformes aux modèles qui seront envoyés.

Le premier rôle contiendra la répartition individuelle de la taille & des impositions qui en sont accessoires, même de la Capitation taillable dans les Elections de taille personnelle.

Le second contiendra la répartition individuelle de la Capitation des domiciliés dans la Paroisse, Nobles, Officiers de justice,

Privilégiés ou Employés sous les ordres de l'administration, & aussi celle de la Capitation roturière, dans les villes franches & dans les Elections de taille réelle. Ces différents objets seront divisés dans le rôle en autant de chapitres; & chaque Contribuable y sera taxé, tant à raison de sa fortune personnelle, que du produit de ses offices ou emplois, selon le taux commun de la Capitation du même genre, dans l'Election ou Département : abrogeant Sa Majesté tous tarifs précédemment observés à cet égard.

Le troisième rôle contiendra la répartition de la subvention territoriale, dans la forme qui sera plus amplement déterminée par les Règlements particuliers à cette imposition.

Le quatrième contiendra la répartition de la contribution pour les chemins.

Enfin le cinquième, celle des sommes destinées à faire le fonds, tant des décharges & indemnités, que des dépenses relatives, soit à la Province, soit à l'Election ou au Département, soit à la Communauté, lesquelles sommes seront réputées charges locales, & réparties comme telles.

IV

CHAQUE rôle sera fait triple, & des trois expéditions, l'une sera conservée au Greffe de l'Assemblée municipale, les deux autres seront adressées par le Syndic de l'Assemblée municipale, avant le 1^{er} Novembre, aux Syndics de la Commission intermédiaire de l'Election ou Département, lesquels feront remettre les deux expéditions du rôle de la taille & impositions accessoires d'icelle au greffe de l'Election, pour ledit rôle y être vérifié; l'une des deux expéditions demeure au greffe de l'Election, et l'autre expédition, destinée pour le recouvrement, être rendue exécutoire dans le délai de trois jours, conformément aux Règlements. A l'égard des quatre autres rôles, le Syndic de l'Assemblée d'Election en adressera deux expéditions au Syndic de l'Assemblée provinciale, pour lesdites expéditions être par eux présentées au sieur Intendant & Commissaire départi qui les vérifiera, conservera une desdites expéditions & remettra la seconde en forme exécutoire, aux Syndics de l'Assemblée provinciale, qui la renverront aux Syndics de l'Assemblée d'élection, avant le 1^{er} Décembre; & les Syndics des Commissions intermédiaires d'Election ou Département, feront repasser tous les rôles exécutoires

au Syndic de chaque Paroisse, avant la fin de Décembre, pour qu'ils soient mis en recouvrement au 1^{er} Janvier de l'année suivante.

V

Le Syndic, ou, en cas d'absence ou légitime empêchement du Syndic un autre Membre à ce député par l'Assemblée municipale, examinera, une fois par semaine, au jour qui sera fixé à cet effet par ladite Assemblée, les différents rôles dont le Collecteur sera porteur; à l'effet de vérifier, 1^o si le recouvrement est en retard, & quelles en sont les causes; 2^o si toutes les sommes recouvrées sont émargées sur le rôle, & existent en entier dans les mains du Collecteur, en deniers ou quittances valables du Receveur de l'Election ou des Adjudicataires d'ouvrages à la charge de la Communauté. Ces quittances seront visées par celui qui fera la vérification, & il sera tenu de remettre, dans le délai de trois jours, à l'Assemblée municipale, l'état desdites quittances certifié de lui & du Collecteur, & le bordereau, pareillement signé de l'un & de l'autre, du montant du recouvrement, des paiements faits dans la semaine par le Collecteur, & des sommes restantes à recouvrer dans la Paroisse.

VI

EN cas de retard de paiement de la part des Redevables, il en sera usé comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en ait été, par Sa Majesté, autrement ordonné. En conséquence, les contraintes pour le recouvrement des deniers du Roi continueront d'être décernées par le Receveur particulier des finances, visées par le Commissaire départi ou son Subdélégué, & portées par les Huissiers ou Garnisaires, selon les Règlements en usage dans chaque Généralité. Lorsqu'il sera nécessaire de procéder par voie de saisie & de vente, elles seront faites dans les mêmes formes que par le passé.

VII

LES Assemblées municipales veilleront à prévenir tous les abus auxquels pourrait donner lieu l'exécution des contraintes ou garnisons pour fait d'impositions, notamment à ce que les Huissiers, Chefs de garnison ou Garnisaires, ne séjournent dans les Communautés que le

temps nécessaire pour accélérer le recouvrement & à ce que les frais portent principalement sur les redevables le plus en retard; &, afin que les frais soient équitablement réglés & n'excèdent pas une quotité proportionnelle, lesdits Membres de l'Assemblée municipale signeront la contrainte avec le Collecteur, pour constater ce qui sera dû au Porteur de la contrainte, à raison du nombre de journées réellement employées.

VIII

LES Membres de l'Assemblée municipale seront en outre chargés de tous les objets qui intéressent la Communauté. Ils veilleront à ce que tous les bâtiments & autres objets qui sont ou peuvent retomber à la charge de la Communauté ne soient pas dégradés, & ils prendront les mesures convenables pour qu'il soit promptement pourvu aux réparations qui, trop différées, en nécessiteraient de plus considérables, ou même des constructions neuves.

Ils prendront les délibérations nécessaires pour qu'il soit fait des baux d'entretien de tous les objets qui en sont susceptibles, sans cependant que leurs délibérations puissent être exécutées avant qu'elles aient reçu l'approbation de l'Assemblée provinciale, ou de sa Commission intermédiaire, sur l'avis de celle de l'Assemblée d'élection ou département, ainsi que l'autorisation du Commissaire départi si la dépense n'excède pas cinq cents livres, ou celle du Conseil, si la dépense est plus considérable.

IX

LES requêtes présentées au sieur Intendant & Commissaire départi pour obtenir la construction, reconstruction ou réparation d'une Eglise ou Presbytère, seront par lui communiquées à l'Assemblée municipale, si ces requêtes ne sont présentées par l'Assemblée municipale elle-même.

Sur la réponse de l'Assemblée, le Commissaire départi jugera s'il convient ou non d'autoriser la demande; s'il ne l'autorise pas, il rendra, en conséquence, son ordonnance qui sera exécutée, sauf l'appel au Conseil.

Si le Commissaire départi ne trouve pas l'affaire suffisamment instruite, ou, si l'Assemblée municipale soutient qu'une reconstruction

n'est pas indispensable & que les réparations suffiraient, le Commissaire départi nommera un Expert pour constater l'état des lieux en présence des parties intéressées & des Membres de l'Assemblée municipale. Sur le rapport du procès-verbal de l'Expert, le Commissaire départi aura autorisé la reconstruction.

Enfin, lorsque le Commissaire départi aura autorisé la reconstruction ou réparation, il ordonnera qu'il soit procédé à un devis & détail estimatif par un Expert que désignera son ordonnance. L'Expert se rendra sur les lieux & en présence des Députés de l'Assemblée municipale & autres parties intéressées il rédigera le devis dans lequel il distinguera s'il est question d'un presbytère, les réparations usufruitières qui sont à la charge des Curés ou de leurs successions, d'avec les grosses réparations, & même celles de cette dernière espèce qui, occasionnées par défaut d'entretien, seraient par cette raison, à la charge du Curé. S'il s'agit des réparations d'une Eglise, l'Expert aura également soin de ne pas confondre avec les réparations de la nef & autres qui sont à la charge des paroissiens, les réparations du chœur, celles du clocher suivant sa position, ni celles des Chapelles seigneuriales.

Le procès-verbal de l'Expert entièrement rédigé sera, par lui, affirmé véritable & remis au sieur Commissaire départi qui, après l'avoir homologué, s'il y a lieu, l'adressera, avec les autres pièces, à la Commission intermédiaire de l'Election ou département, pour qu'elle fasse procéder à l'adjudication, ainsi qu'il sera dit ci-après.

X

LES délibérations que prendront les Communautés à l'effet d'être autorisées à ester en jugement, soit en demandant, soit en défendant, ne pourront être adressées qu'au sieur Commissaire départi pour être, par lui homologuées s'il y a lieu, conformément aux Règlements.

Dans le cas où les habitants auraient demandé, en outre, par la même délibération, à être autorisés à faire, soit un emprunt, soit une imposition pour subvenir aux frais du procès, & où le sieur Intendant jugerait que l'autorisation pour plaider doit être accordée, il donnera communication de la délibération à la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale, qui, après avoir entendu la Commission intermédiaire d'Election ou de Département, proposera, sur l'imposition ou emprunt seulement, ce qui paraîtra plus convenable.

XI

L'ASSEMBLÉE municipale délibérera sur la fixation, tant des traitements de son Syndic & de son Greffier, que des autres frais de l'Administration municipale. Elle prendra aussi toutes les délibérations qu'elle croira convenable, soit pour de nouvelles constructions, soit pour toutes espèces d'établissement utile à la Communauté; mais toutes délibérations quelconques pour dépenses, soit de constructions, soit d'administration, n'auront d'effet qu'après que les formalités prescrites par l'article VIII ci-dessus auront été remplies.

XII

TCUTES les dépenses d'entretien à la charge des Communautés seront supportées & acquittées par chaque Paroisse en particulier, quelqu'en soit le montant.

Celles relatives à des constructions neuves qui, quoique sollicitées par une seule Paroisse, auraient cependant un caractère d'utilité générale reconnu par l'Assemblée provinciale, ne seront à la charge de la Paroisse que jusqu'à concurrence de la somme que Sa Majesté jugera convenable de lui faire supporter.

Dans le cas où la dépense excéderait cette somme, l'excédant sera réparti par l'Assemblée d'Election ou Département sur les Paroisses qui la composent jusqu'à concurrence de la somme que Sa Majesté jugera convenable de lui faire supporter.

Dans le cas cependant où cet excédant, retombant à la charge de toute l'Election ou Département, surpasserait la somme qui sera également déterminée pour la contribution des Elections ou Départements dans ces sortes de dépenses, alors le surplus sera réparti sur toute la Généralité par l'Assemblée provinciale qui, passé une certaine somme, pourra pareillement demander à Sa Majesté de concourir à l'acquit de la dépense, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué par le Règlement sur les travaux publics.

XIII

L'Assemblée municipale adressera directement à la Commission intermédiaire de Département ou d'Election, toutes ses propositions, délibérations & réclamations; & ladite Commission les fera passer avec

son avis à l'Assemblée provinciale ou à la Commission intermédiaire de ladite Assemblée.

XIV

TOUTES les dépenses ordinaires ou extraordinaires de la Communauté, autorisées dans la forme prescrite ci-dessus, seront acquittées, ainsi qu'il sera réglé, sur les mandats signés par le Syndic & deux Membres de l'Assemblée municipale, & visé par la Commission intermédiaire de l'Election ou Département.

XV

Au mois de janvier de chaque année, l'Assemblée municipale se fera rendre compte de toutes les recettes & dépenses faites pendant l'année précédente en l'acquit de la Communauté : ce compte, certifié & signé, tant par le Collecteur que par les Membres de l'Assemblée municipale, sera adressé avec les pièces justificatives, avant la fin du même mois de janvier, à la Commission intermédiaire de l'Election ou Département, qui, après l'avoir vérifié, le fera passer, avec les observations, à la Commission intermédiaire provinciale, à l'effet d'être, par elle, examiné & arrêté définitivement, ainsi qu'il sera prescrit ci-après.

SECONDE SECTION

FONCTIONS DES ASSEMBLÉES D'ÉLECTION OU DE DÉPARTEMENT

Article premier.

Il ne sera fait aucune levée de deniers, soit pour le compte du Roi, soit pour les dépenses de la Province ou des Elections, Départements, Villes & Communautés qui la composent, qu'elle n'ait été préalablement ordonnée ou autorisée par Sa Majesté, lorsque la dépense excédera cinq cents livres, ou par le Commissaire départi lorsqu'elle sera au-dessous de cette somme.

II

LES impositions ordonnées par le Roi seront réparties entre les différentes Communautés, soit par l'Assemblée d'Election ou

Département, soit par sa Commission intermédiaire, d'après les extraits de brevets ou Commissions que Sa Majesté fera remettre par la voie de son Commissaire départi, revêtues de l'attache du Bureau des finances de la Généralité, aux Syndics de l'Assemblée provinciale qui seront tenus de les faire passer, avant le 1^{er} Septembre, aux Syndics des Assemblées d'Election ou Département.

III

LE département entre les paroisses sera fait pour toutes les impositions royales, l'expédition en forme d'icelui adressée au Bureau des finances, & les mandements envoyés aux Communautés respectives avant le 1^{er} octobre. Ce délai révolu, le Bureau des finances informera le Commissaire départi de l'envoi de l'expédition du département ou du retard de cet envoi; & dans ce dernier cas, le Commissaire départi procédera lui-même au département, avant le 15 octobre, dans la forme prescrite par le Règlement du 16 avril 1643, sur une expédition en forme des Commissions ou extraits de brevets que les Trésoriers de France lui remettront dans trois jours au plus tard, afin que, pour quelque cause, & sous quelque prétexte que ce soit, il ne puisse y avoir difficulté ni retard dans la répartition & levée des impositions royales.

IV

LES Assemblées d'Election ou de Département, ainsi que leurs Commissions intermédiaires, seront le lien de la correspondance qui doit exister entre les Assemblées municipales & l'Assemblée provinciale : elles feront parvenir à celle-ci les délibérations des Communautés, & transmettront aux Assemblées municipales les décisions qui les concerneront.

V

A l'ouverture des séances de chaque Assemblée d'Election ou de Département, les Syndics seront tenus de faire à ladite Assemblée un rapport divisé par matières, de tous les objets qui, depuis la dernière tenue, auront été traités par la Commission intermédiaire, en vertu des délibérations de l'Assemblée, dûment autorisée, ou des instructions qui lui auront été adressées, soit au nom de Sa Majesté, soit par l'Assemblée provinciale.

VI

LES Assemblées d'Election ou de Département adresseront à l'Assemblée provinciale l'état des frais de leur administration, ainsi que les propositions & représentations qu'elles jugeront devoir faire sur les objets qu'intéresseront tout ce qui composera leur territoire.

VII

LES Assemblées d'Election & de Département, ou leur Commission intermédiaire, procéderont aux adjudications des ouvrages délibérés par elles dans l'étendue de tout ce qui composera leur territoire. Elles procéderont aussi à celles qui auront été délibérées par l'Assemblée provinciale, lorsqu'elles auront été commises à cet effet par ladite Assemblée provinciale ou sa Commission intermédiaire.

VIII

LES adjudications d'ouvrages particuliers à une Communauté dûment autorisés, seront pareillement faites par la Commission intermédiaire de l'Assemblée d'Election ou de Département, ou par un de ses Membres par elle député à cet effet; & il sera procédé à ladite Communauté, au chef-lieu de l'Election ou Département, ou dans la Paroisse intéressée, selon qu'il sera jugé plus utile par la Commission intermédiaire de l'Assemblée d'Election.

IX

EN général, tout ce qui intéressera exclusivement ce qui composera le territoire des Assemblées d'Election ou Département, sera d'abord délibéré & ensuite exécuté par elles ou leurs Commissions intermédiaires, lorsque, sur l'avis de l'Assemblée provinciale, l'exécution en aura été autorisée par Sa Majesté.

Mais tout ce qui regardera le général de la Province, ne sera pas l'objet de leurs délibérations, & l'exécution ne leur en appartiendra, dans l'étendue de leur territoire, que lorsqu'elles auront été déléguées, elles ou leurs Commissions intermédiaires, à cet effet par l'Assemblée provinciale ou sa Commission intermédiaire.

TROISIÈME SECTION

FONCTIONS DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

Article premier.

TOUTES les sommes nécessaires pour faire le fonds des indemnités ou décharges générales ou particulières, pour les frais d'administration, pour la construction & l'entretien des routes, ouvrages d'art & canaux de navigation dans l'étendue de la Province, & en général pour toutes les dépenses, à la charge, soit de la Province entière, soit de quelqu'une de ses parties, ou qui auraient une utilité générale ou particulière pour objet, seront délibérées chaque année par l'Assemblée provinciale qui en proposera au Conseil, l'état, avec distinction des objets par la voie du Commissaire départi, en y joignant les plans & devis, à l'effet de recevoir l'autorisation du Roi, s'il y a lieu.

II

LORSQUE les travaux auront été autorisés & l'état approuvé, les sommes auxquelles cet état se trouvera fixé, seront réparties, sans délai, par la Commission intermédiaire provinciale entre toutes les Assemblées d'Election ou de Département; & les mandemens qui détermineront la contribution respective de chacune d'elles avec distinction des objets, seront envoyés à leurs Commissions intermédiaires, à l'effet d'être par chacune d'elles, procédé à la répartition entre les Communautés.

III

TOUTES les demandes en décharge ou indemnités formées par un particulier, seront portées à l'Assemblée municipale, & pourront l'être ensuite à l'Assemblée d'Election ou de Département.

Celles du même genre qui seront formées par les Paroisses, pourront, après avoir été portées aux Assemblées d'Election ou de Département, l'être une seconde fois à l'Assemblée provinciale, à laquelle seront aussi portées les demandes formées par des Elections ou Département, le tout ainsi qu'il sera plus amplement réglé par Sa Majesté.

IV

L'ASSEMBLÉE provinciale, pendant la tenue de ses séances, ou dans les cas très-urgents, sa Commission intermédiaire, procédera seule dans la forme qui sera déterminée par le Règlement que Sa Majesté se propose de donner sur les travaux publics, à l'adjudication, à la direction & à la réception de ceux de ses travaux que l'Assemblée aura proposés, & qui s'exécuteront sur les fonds de la Province : les dépenses relatives à ces travaux seront acquittées sur les mandats donnés par la Commission intermédiaire, d'après les certificats des Ingénieurs.

V

LES dépenses relatives à toutes les charges locales, communes & assises sur les fonds communs de la Province, seront également acquittées sur les seuls mandats de l'Assemblée provinciale ou de sa Commission intermédiaire.

VI

L'ASSEMBLÉE provinciale & sa Commission intermédiaire pourront faire parvenir au Conseil toutes les propositions & mémoires qu'elles jugeront utiles à la Province.

VII

TOUS les comptes des Communautés, ainsi que ceux des dépenses qui se seront faites sous l'administration, tant de l'Assemblée provinciale que les Assemblées d'Elections ou Département, seront envoyés ou présentés à la Commission intermédiaire provinciale, pour y être examinés & arrêtés dans la forme qui sera déterminée dans la section suivante.

VIII

A l'ouverture des séances de chaque Assemblée provinciale, les Syndics seront tenus de faire à ladite Assemblée, un rapport divisé par matière, de tous les objets qui, depuis la dernière tenue, auront été traités par la Commission intermédiaire, en vertu des délibérations de l'Assemblée provinciale, dûment autorisées, ou des instructions qui lui auront été adressées au nom de Sa Majesté.

IX

LES procès-verbaux des séances de l'Assemblée provinciale seront livrés à l'impression pendant la durée des séances, de manière qu'ils puissent être rendus publics immédiatement après la clôture de l'Assemblée.

QUATRIÈME SECTION

FONCTIONS RESPECTIVES DU COMMISSAIRE DÉPARTI & DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

Article premier.

LE Commissaire départi remplira auprès de l'Assemblée provinciale les fonctions de Commissaire du Roi; aucune délibération ne pourra être prise par l'Assemblée avant qu'il en ait fait l'ouverture; il fera connaître à l'Assemblée les intentions de Sa Majesté & en fera la clôture le trentième jour ou même plus tôt, si les ordres du Roi le lui prescrivent, ou, si les affaires étant terminées, il en est requis par l'Assemblée.

II

LES Syndics seront tenus d'informer chaque jour le Commissaire du Roi, des objets qui auront été mis en délibérations dans l'Assemblée, & de ce qu'elle aura déterminé.

III

L'ASSEMBLÉE provinciale correspondra pendant la tenue de ses séances avec le sieur Contrôleur général des finances, & les autres Ministres de Sa Majesté, par la voie de son Président, qui sera tenu d'envoyer au sieur Contrôleur général des finances, immédiatement après chaque délibération, une copie du procès-verbal de chaque séance, des mémoires qui y auront été adoptés & des avis formés en conséquence. Pareille copie contre-signée par le Secrétaire de l'Assemblée sera remise en même temps au Commissaire départi.

IV

AUSSITOT après la clôture de l'Assemblée, le procès-verbal entier de ses séances sera adressée par le Président au sieur Contrôleur général, & au Secrétaire d'État de la Province. Pareille copie dudit procès-verbal sera remise au sieur Intendant & Commissaire départi pour y faire ses observations s'il le juge convenable.

V

CHAQUE Commission intermédiaire sera tenue de faire remettre ou adresser par ses Syndics, dans la huitaine, au sieur Intendant & Commissaire départi, une copie des délibérations qu'elle aura pu prendre, contre-signée & certifiée par le Secrétaire de ladite Commission.

VI

CRDONNE expressément Sa Majesté à tous Représentants & Secrétaires-greffiers, soit de l'Assemblée provinciale, soit des autres Assemblées ou Commissions qui lui sont subordonnées, de donner, sans aucun délai, à son Commissaire départi, tous les éclaircissements ou communications qui leur seront demandés par ledit sieur Commissaire départi : comme aussi à tous préposés de se soumettre aux vérifications qu'il pourra juger nécessaires.

VII

L'INTENTION de Sa Majesté est aussi que son Commissaire départi procure à l'Assemblée provinciale tous les éclaircissements que ledit sieur Commissaire départi jugera lui être nécessaires pour ses opérations, sans que l'Assemblée puisse, sous aucun prétexte, prendre aucune délibération contraire aux actes d'administration antérieurs à celle que Sa Majesté veut bien lui confier.

VIII

L'INTENTION de Sa Majesté étant qu'il ne soit statué en son Conseil sur aucune délibération, demande ou proposition des Assemblées provinciales, sans qu'elles aient été communiquées aux

seurs Commissaires départis, & le bien du service étant intéressé à la plus prompt expédition possible, les Syndics de l'Assemblée provinciale remettront, au nom de la Commission intermédiaire, au sieur Intendant et Commissaire départi, les lettres, mémoires, états & projets d'arrêts qui devront être adressés au sieur Contrôleur général, auquel ledit sieur Commissaire départi fera parvenir toutes ces pièces en original, en y joignant ses observations & avis. Il remettra de même en original ou par ampliation, suivant la nature des objets, aux Syndics, les réponses, décisions ou arrêts qu'il recevra du sieur Contrôleur général pour la Commission intermédiaire. N'entend néanmoins Sa Majesté interdire, par la présente disposition, toute correspondance directe entre son Conseil & les Commissions intermédiaires des Assemblées provinciales, pour les objets étrangers à la correspondance courante & habituelle.

IX

LE Commissaire départi connaîtra seul de tout le contentieux qui peut concerner l'administration, sauf l'appel au Conseil, En conséquence toutes les discussions qui pourroient s'élever, soit entre des Propriétaires qui auroient succombé dans des demandes en indemnités pour pertes de terrains par des ouvrages publics, & les Syndics qui soutiendroient la décision de l'Assemblée provinciale, ou de sa Commission intermédiaire, soit entre les mêmes Syndics & des adjudicataires des travaux publics, soit entre les Assemblées municipales & les Contribuables qui se pourvoiroient pour raison de surtaxe contre leurs impositions, à l'exception toutefois de celles qui sont de la compétence des Elections & Cours des Aides, & en général toutes les contestations & demandes de nature à être portées, par appel, au Conseil, seront portées en première instance devant le sieur Intendant & Commissaire départi.

X

LE Commissaire départi procédera seul & sans concours, ni de l'Assemblée provinciale, ni de sa Commission intermédiaire, à l'adjudication, direction & réception des ouvrages qui s'exécuteront sur les seuls fonds du Roi, & les dépenses en seront acquittées sur ses seules ordonnances.

XI

LORSQUE les ouvrages se feront, partie sur les fonds du Roi, & partie sur les fonds de la Province, toutes les opérations seront déterminées par la Commission intermédiaire présidée par le Commissaire départi, qui aura voix prépondérante en cas de partage, & les ordonnances seront expédiées par le seul Commissaire départi.

En cas d'absence dudit sieur Intendant, son Subdélégué entrera à la Commission intermédiaire; il y aura voix délibérative; mais il ne présidera pas; il n'aura que la seconde place, &, en cas de partage, la voix prépondérante appartiendra au Président.

XII

LES états détaillés des diverses impositions faites sur chacune des Villes & Communautés de la Province, seront tous rédigés sur le même modèle, & envoyé, à la diligence des Syndicats des différentes Commissions intermédiaires, dans le courant du mois de mars de l'année qui suivra celle de l'imposition, à la Commission provinciale intermédiaire, ainsi que l'état justifié des dépenses faites par chaque Collecteur pour la même année sur les fonds des deniers imposés pour les charges de la Province ou de la Communauté.

XIII

LES Syndics feront à la Commission intermédiaire, présidée par le Commissaire départi, le rapport de ces comptes, à l'effet, par elle, de les vérifier & d'ordonner que le montant des sommes qui n'auront pas été valablement imposées, ou qui n'auront point été dépensées, sera appliqué en moins imposé au profit des Communautés qui en auront supporté l'imposition.

XIV

Les comptes de toutes les dépenses faites sur les fonds de la Province, seront également rendus devant la même Commission intermédiaire présidée par le Commissaire départi qui aura toujours, en cas de partage, la voix prépondérante.

XV

TOUS les Arrêts & Règlements émanés de l'autorité de Sa Majesté seront imprimés, publiés & affichés, sur l'ordonnance d'attache du sieur Intendant & Commissaire départi.

CINQUIÈME SECTION

CÉRÉMONIAL

Article premier.

Dès que l'Assemblée provinciale sera formée, elle en fera prévenir le Commissaire du Roi par deux Députés, l'un de la Noblesse ou du Clergé, l'autre du Tiers Etat. Le Commissaire départi se rendra à l'Assemblée en robe de cérémonie du Conseil, & précédé de ses hoquetons; il sera reçu à la première porte extérieure par les Syndics de l'Assemblée : plus loin, par quatre Députés, un du Clergé, un de la Noblesse, deux du Tiers Etat; dans le lieu même des séances, par l'Assemblée debout & découverte, & il sera conduit à un fauteuil à la gauche duquel il en sera placé un autre pour le Président de l'Assemblée : le Commissaire du Roi sera reconduit avec les mêmes honneurs.

II

Il pourra entrer à l'Assemblée toutes les fois qu'il le croira utile pour le bien du service de Sa Majesté; &, toutes les fois qu'il y entrera, les mêmes honneurs lui seront rendus.

III

LE lendemain de l'ouverture des séances, il sera fait une Députation au Commissaire du Roi pour le saluer de la part de l'Assemblée.

IV

LE Commissaire du Roi sera invité, par l'Assemblée, à toutes les Cérémonies publiques auxquelles elle se proposera de prendre part : il se rendra, à l'heure convenue, au lieu des séances de l'Assemblée, marchera & sera placé à côté du Président, & le Commissaire du Roi aura la droite.

FAIT & arrêté par le Roi étant en son Conseil, tenu à Versailles le cinq août mil sept cent quatre-vingt-sept.

Signé LOUIS. Et plus bas, Le Bon DE BRETEUIL.

BIBLIOGRAPHIE

A. — SUR LE ROUSSILLON JUSQU'EN 1659

1. BRUTAILS. — *Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen âge*.
Perpignan (Bulletin de la Société agricole n° 30).
2. GAZANYOLA. — *Histoire du Roussillon* (Perpignan 1857).
3. HENRY. — *Histoire du Roussillon* (Paris, Imprimerie Royale, 1835).
4. D. JOSÉ COROLEU É INGLADA. — *Las Cortes catalanas* (Barcelona 1876).
5. DE ST-MALO. — *Mémoire concernant l'administration de la province du Roussillon* (Arch. Pyrénées-Orientales C. 2.114).
6. SAUVY. — *Institutions de la province du Roussillon* (Laval 1890).
7. DOM VAISSETTE. — *Histoire générale du Languedoc* (Bibliothèque des Archives des Pyrénées-Orientales).
8. VIDAL & CALMETTE. — *Histoire du Roussillon*.

B. — SUR LE ROUSSILLON DEPUIS LE TRAITÉ DES PYRÉNÉES

1. ALART. — *Géographie historique des Pyrénées-Orientales* (Bibliothèque de Perpignan).
2. ARDASCHEFF. — *Les Intendants de province sous Louis XVI* (traduction du russe par Jousserandot), Paris 1909.
3. BOUTARIC. — *Institutions militaires de la France* (Paris, Plon 1863).
4. CHÉRUEL. — *Dictionnaire des institutions de l'ancienne France*, 6^e édit., 2 vol. (Paris Hachette 1884).
5. DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire de l'administration en France*, 2 vol. (Paris 1848).
6. DESPLANQUE. — *Mémoire de M. Pierre Poeydavant, subdélégué de la province du Roussillon et du pays de Foix* (Bulletin de la Société agricole des Pyrénées-Orientales n° 35).
7. GAZANYOLA. — Déjà cité.
8. GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence* (Paris, Larose 1899).
9. HENRY. — Déjà cité.
10. JANET. — *Histoire de la Science politique*, 3^e éd. (Paris 1887).
11. JOBEZ. — *La France sous Louis XVI* (Paris 1877-81, 2 vol.).

12. LAFERRIÈRE. — *Mémoire sur l'organisation comparée des Etats provinciaux aux diverses époques de la monarchie* (Paris 1860).
 13. MARION. — *Manuel des institutions de l'ancien régime* (Paris, Picard, 1924).
 14. NECKER. — *De l'administration des Finances* (Paris, 1784, 3 vol.).
 15. NOEL. — *Etudes historiques sur l'organisation financière de la France* (Paris, Plon, 1881).
 16. NORMAND. — *Etudes sur les relations de l'Etat et des communes aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Paris, Champion, 1883).
 17. RICART. — *Les institutions judiciaires et administratives de l'ancienne France* (Paris, Larose, 1886).
 18. R. DE ST-SAUVEUR. — *Compte de l'administration de M. Raymond de St-Sauveur, intendant du Roussillon* (Paris, 1790).
 19. SAUVY. — Ouvrage déjà cité.
 20. STOURM. — *Les Finances de l'ancien régime et de la Révolution* (Paris, Guillaumin, 1885, 2 vol.).
 21. TAINE. — *Les Origines de la France contemporaine. — L'ancien régime* (Paris, Hachette, 1878).
 22. TOCQUEVILLE (DE). — *L'ancien régime et la Révolution* (Paris, 1857).
 23. TORREILLES (abbé). — *Histoire du clergé dans le département des Pyrénées-Orientales* (Perpignan, 1890).
- Un curé de campagne à la fin de l'ancien régime (Biblioth. des Archives de Perpignan in-8°).

C. — SUR LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES

1. Archives des Pyrénées-Orientales, Série C, n^{os} 2.103 à 2.114.
— Série L, n^{os} 435 et 436.
2. GIRARDOT (Baron de). — *Essai sur les Assemblées provinciales et en particulier sur celle du Berry* (Bourges, 1845).
3. HIPPEAU. — *Le gouvernement de la Normandie aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Caen, 1863-69, 8 vol. in-8°).
4. LÉONCE DE LAVERGNE. — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI* (Paris, Calmann-Lévy, 1864).
5. LUÇAY (Vicomte de). — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI et les divisions administratives de 1789* (Paris, 1871, 2^e édition).
6. MÈGE. — *L'Assemblée nationale d'Auvergne en 1787* (Clermont-Ferrand 1899, in-8°).
7. RENOUVIER. — *Les Assemblées provinciales de 1787. — Thèse, lettres* (Paris, 1921).
8. SELLIER. — *L'Assemblée provinciale du Roussillon* (Bulletin de la Société agricole des Pyrénées-Orientales n^o 39).
9. SÉMICHON. — *Les Réformes sous Louis XVI* (Paris, 1876).

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME ADMINISTRATIF SOUS LA MONARCHIE ABSOLUE

Chapitre I — Le Roussillon après le Traité des Pyrénées.....	p. 11
Chapitre II — Administration provinciale.....	p. 13
Chapitre III — Administration communale.....	p. 17
Chapitre IV — La Justice.....	p. 21
Chapitre V — Les Finances.....	p. 26
Chapitre VI — L'Administration militaire.....	p. 39
Chapitre VII — Administration religieuse.....	p. 41
Chapitre VIII — L'Enseignement.....	p. 43
Chapitre IX — Les voies de communication.....	p. 44
Conclusion de la première partie.....	p. 44

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉGIME ADMINISTRATIF MODIFIÉ PAR L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

Chapitre I — Les Assemblées provinciales.....	p. 47
Chapitre II — L'Assemblée provinciale devant l'opinion.....	p. 54
Chapitre III — L'Assemblée provinciale et l'Administration.....	p. 60
a) Assemblée provinciale.....	p. 63
b) Commission intermédiaire.....	p. 68
Conclusion de la deuxième partie.....	p. 76
Conclusion générale.....	p. 79
Index alphabétique.....	p. 83
Annexes — Annexe I.....	p. 85
— Annexe II.....	p. 89
— Annexe III.....	p. 102
Bibliographie.....	p. 119

